UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'EUROPÉANISATION DU
PARTI POLITIQUE NIEUW-VLAAMS ALLIANTIE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

JULIEN BEAULIEU

DÉCEMBRE 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Tant de travail abattu, tant de remise en question, tant de fatigue accumulée, tant de kilomètres parcourus d'une rive à l'autre de l'Atlantique, mais tant de fierté ressentie : je vous présente ce mémoire auquel il importe d'offrir de nombreux remerciements à ceux qui l'ont rendu possible.

D'abord, j'aimerais remercier la directrice de ce mémoire, Tania Gosselin, pour sa curiosité et son appui se traduisant par sa grande rigueur qui constitue une qualité si nécessaire pour que je puisse mener à terme cet ambitieux exercice.

Je tiens à reconnaître le travail de Guido De Volder pour son appui pour la traduction du contenu programmatique. De plus, j'ai une pensée pour les discussions stimulantes que j'ai eu avec les politologues belges Dave Sinardet et Émilie Van Haute et l'eurodéputée du parti Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA) Anneleen Van Bossuyt. Ces discussions ont pu être possibles grâce au Prix jeune journaliste Canada-Union européenne qui m'a permis de me rendre au sein des institutions européennes, tant à Bruxelles que Strasbourg en octobre 2016.

J'aimerais remercier Benjamin Hurard qui m'a aidé à concilier mon stage au Parlement de Wallonie et mes nombreuses soirées de collecte de données sur Excel à l'hiver 2018. Au passage, je salue un collègue de travail, Albert Frère, pour sa bienveillance et son amour du Québec.

Puis, j'ai une pensée pour des êtres inspirants avec lesquels j'ai eu le privilège de collaborer professionnellement à Rivière-des-Prairies : Christine Guillemette, Isabelle Fortin, Isabelle Rivard, Étienne Tremblay, Karine Tremblay et bien d'autres personnes

que je ne peux pas tous nommer. J'ai une pensée particulière pour Lise Henry que je considère comme ma mentore.

J'ai également de l'estime pour mes collègues du baccalauréat et de la maîtrise pour les réflexions enrichissantes. Notamment, j'ai une pensée spéciale pour deux gars d'exception : Clément Dallaire et Pascal Ouellet.

Enfin, je remercie mon socle sur lequel je peux compter : ma mère Diane Vallée, mon père Sylvain Beaulieu, mon frère Francis Beaulieu, ma grand-mère Gisèle Daneau et tous les autres que je ne peux — non plus — tous nommer ici. Leur affection à mon endroit m'a donné les forces nécessaires de poursuivre le travail si complexe, mais gratifiant qu'est la préparation et la rédaction d'un mémoire.

Pour conclure, tous ces gens ont été témoins de ma grande affection pour la Belgique qui alimentait ma recherche. J'ai l'intuition que cette belgophilie ne se tarira pas, ce mémoire maintenant publié.

Merci à vous ! Vive la Belgique !

Dank u ! Lang leve België !

Dank dir ! Es lebe Belgien !

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ	ix
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LE PORTRAIT POLITIQUE DE LA BELGIQUE.....	5
1.1 Introduction.....	5
1.2 Le mouvement nationaliste flamand au sein de l’histoire politique belge	6
1.3 Un portrait du parti politique flamand, le Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA)	8
1.4 La Belgique et l’Union européenne	13
CHAPITRE II	
REVUE DE LITTÉRATURE.....	16
2.1 Introduction.....	16
2.2 Les études européennes et l’européanisation.....	17
2.3 L’européanisation des partis politiques nationaux dans les États membres	20
2.4 L’européanisation des partis politiques en Belgique	255
2.5 Le discours sur l’Europe et les réformes institutionnelles des partis nationalistes européens.....	31
CHAPITRE III	
CADRE D’ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE	36
3.1 Une approche rationnelle des stratégies partisanes	36
3.2 L’européanisation	40
3.3 Les usages de l’Europe dans notre recherche	43
3.4 Les hypothèses.....	46
3.5 La méthodologie	47

CHAPITRE IV	
RÉSULTATS ET ANALYSE	54
4.1 La saillance des thèmes de l'Europe et de la réforme de l'État.....	55
4.2 Le ton des mentions concernant l'Europe.	62
4.3 Le ton des mentions concernant la réforme.....	68
4.4 Les usages de l'Europe par le parti N-VA.....	72
CONCLUSION	81
ANNEXE A	
LISTE DES MOTS OU EXPRESSIONS QUI ONT PERMIS D'IDENTIFIER LES UNITÉS DE SENS SUR L'EUROPE ET LA RÉFORME	85
BIBLIOGRAPHIE	86

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
4.1 Fréquence des thèmes	56
4.2 Thèmes selon les domaines du Comparative Manifesto Project.	61
4.3 Ton des mentions de l'Europe	63
4.4 Ton des mentions de la réforme.....	69
4.5 Types d'usages de l'Europe.....	73

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

B-H-V	Bruxelles-Hal-Vilvorde (arrondissement électoral de)
CDH	Centre démocrate humaniste
CD&V	Christen-Democratisch en Vlaams
CiU	Convergència i Unió
CMP	Comparative Manifesto Project
EAJ	Euzko Alderdi Jeltzalea
ECR	European Conservatives and Reformists
FF	Fianna Fail
ICV	Iniciativa per Catalunya Verds
MR	Mouvement réformateur
N-VA	Nieuw-Vlaams Alliantie
Open VLD	Vlaamse, Liberalen en Democraten
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PPE	Parti populaire européen

PS	Parti socialiste (belgofrancophone)
RBC	Région de Bruxelles-Capitale
RW	Rassemblement wallon
SGm	Seconde Guerre mondiale
SNP	Scottish National Party
SP. A	Socialistische Partij. Anders
UE	Union européenne
VB	Vlaams Blok (avant 2004) et Vlaams Belang (depuis 2004)
VU	Volksunie

RÉSUMÉ

La Belgique a connu deux grandes réformes de ses structures politiques qui se sont toutes deux amorcées dans les années soixante. D'une part, il y a eu la dissolution graduelle de son régime unitaire au profit d'une organisation politique fédérale. D'autre part, il y a eu la participation de la Belgique et de ses nouvelles entités fédérées à l'intégration européenne.

À l'intérieur de cette recherche, nous désirons comprendre comment la N-VA relie ces deux grandes évolutions politiques afin d'atteindre ses objectifs politiques qu'ils soient électoralistes ou qu'ils soient de nature à répondre à des politiques publiques promues par cette formation. Pour ce faire, nous avons mené une analyse quantitative et qualitative de deux programmes électoraux. Nous nous appuyons sur la notion d'usages de Jacquot et Woll (2003), selon laquelle les formations politiques mobilisent l'Europe dans le but d'utiliser ses ressources, d'exprimer leurs propres positions face aux politiques.

L'analyse qualitative et quantitative du contenu programmatique du parti qui concerne les élections de 2010 et de 2014 montre une évolution de la manière dont le discours de l'organisation partisane combine l'Europe et la réforme de l'État en Belgique. Si, en 2010, la N-VA propose les structures et les pratiques européennes à la fois comme des modèles à suivre et des instruments pour la réalisation des ambitions autonomistes de la Flandre, le ton devient plus critique en 2014. La dynamique de la compétition partisane est un élément clé pour comprendre pourquoi l'Europe, surtout invoquée pour légitimer l'obtention de plus de pouvoirs pour la Flandre en 2010, fait l'objet d'une tentative de politisation par la formation politique en 2014.

Mots-clés : intégration européenne, nationalisme, Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA), partis politiques, politique belge, réforme de l'État.

INTRODUCTION

Dès l'adoption de la Constitution belge en 1831, et de manière plus marquée à la suite de la Seconde Guerre mondiale (SGM), le mouvement nationaliste flamand a influé sur les fondations de l'État belge. Depuis les années 1960, la forme unitaire de l'État belge a évolué vers une forme fédérale. Ces changements se sont produits initialement à la suite des revendications de décentralisation et d'autonomie formulées par des partis nationalistes comme la Volksunie (VU) en Flandre et le Rassemblement wallon (RW) en Wallonie. De nouveaux partis nationalistes flamands se sont ajoutés à la VU, et la Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA) qui a succédé à la défunte VU (Delwit, 2010 ; Deschouwer, 2009 ; Jaumain, 2013 ; Poirier, 2015 ; Swenden, 2010 ; Vandaele et Hooghe, 2013). En plus de prendre position sur un État belge en transition, ils ont eu aussi à arrêter leur choix sur l'intégration européenne. La VU, le RW et la N-VA ont affiché des attitudes généralement positives par rapport à une humeur généralement plus négative à l'égard de la construction européenne (Dardanelli, 2012 ; Delwit *et al.*, 2005 ; Delwit, 2011b ; Deschouwer, 2009 ; Gauthier, 2007 ; Hanley, 2008 ; Justaert, 2010 ; Pilet et Van Haute, 2007 ; Saint-Ouen, 1990 ; Seiler, 2001 ; Troszczyński, 2016 ; Van Haute, 2011). Ces différences soulignent l'existence d'un dilemme pour la préservation, dans le contexte du processus d'intégration européenne, des projets nationaux défendus par les formations politiques nationalistes : l'Europe constitue-t-elle une contrainte, voire une menace, ou plutôt une nouvelle source de légitimation de l'affirmation nationale de la Flandre ?

Notre mémoire s'intéresse à l'influence de l'eupéanisation sur les projets nationalistes du parti flamand régionaliste et nationaliste N-VA. Plus spécifiquement, notre recherche est guidée par les questions suivantes : quelle place accorde le discours

électoral de la N-VA à l'Europe et à la réforme de l'État, et quel ton adopte-t-il ? Ensuite, comment la formation politique mobilise-t-elle les thèmes européens ?

Notre étude s'appuie sur la théorie des choix rationnels de même que sur celle des usages de l'Europe. La théorie des choix rationnels permet de s'intéresser au comportement des partis politiques, qui constituent des acteurs clés des divers changements politiques liés à la fédéralisation de la Belgique et à l'intégration européenne. Ces partis s'adaptent à ces évolutions afin de préserver et augmenter leur succès électoral dans un contexte partisan tout aussi changeant. Nous mobilisons aussi le concept des usages de Sophie Jacquot et de Cornelia Woll (2003) selon lequel non seulement les acteurs partisans s'ajustent à l'intégration européenne, mais peuvent autant l'influencer et l'instrumentaliser afin d'arriver à leurs fins.

Nous posons les deux hypothèses suivantes : (1) le discours programmatique de la N-VA à l'égard de l'UE sera plus négatif en 2014 par rapport à 2010, notamment parce que la réforme de l'État de 2011 a modifié le contexte partisan dans lequel évolue la N-VA ; et (2) l'usage de légitimation comme le plus susceptible d'être fréquemment utilisé des trois types d'usages décrits par Jacquot et Woll (2003), dans la mesure où le parti compte s'appuyer sur les structures de l'UE et le principe de subsidiarité afin de justifier les objectifs autonomistes. Dans cet esprit, l'usage de légitimation concerne la justification des propositions d'un parti politique, comme la N-VA, par la mobilisation de l'Europe.

Ces hypothèses sont empiriquement testées à l'aide d'une analyse de contenu quantitative et qualitative des deux programmes électoraux de la formation nationaliste flamand : celui du scrutin fédéral de 2010 et le second des élections européennes, fédérales et régionales (Flandre et Bruxelles-Capitale) tenues simultanément en 2014.

Les résultats de notre analyse confirment en partie les hypothèses. Tout d'abord, ils montrent que l'Europe est un thème relativement saillant du discours du parti lors du

scrutin strictement national de 2010. Sans surprise, le thème est plus saillant lorsque des élections européennes se tiennent au même moment, comme c'est le cas en 2014. Ensuite, le ton est nettement plus critique en 2014 qu'en 2010 tel que posé dans la première hypothèse, bien qu'au total, les mentions positives demeurent plus nombreuses que les mentions critiques de l'UE. Avec l'émergence d'un discours que la N-VA qualifie « d'euroréaliste », le parti adopte une position qui lui permet de se distinguer à la fois des formations politiques traditionnelles réputées comme europhiles, mais aussi du Vlaams Belang (VB), parti d'extrême-droite et eurosceptique avec lequel se dispute l'électorat nationaliste flamand de la N-VA.

Comme nous le montrerons dans ce mémoire, la N-VA mobilise les trois types d'usages identifiés par Jacquot et Woll (2003). Conformément à ce que nous défendrons dans la seconde hypothèse, l'usage de légitimation est plus fréquent que les usages stratégiques et cognitifs en 2010. Toutefois, la seconde hypothèse sera invalidée en partie puisqu'en 2014, on observe davantage d'usages cognitifs, associés à un discours plus explicite qu'en 2010. Cela se traduit par un positionnement plus ou moins favorable à l'égard des institutions, des politiques, et même du projet européen.

Ce mémoire est divisé en quatre chapitres. Dans le premier chapitre, nous présentons un portrait politique succinct de la Belgique des dernières décennies, où le mouvement nationaliste flamand (VU, VB et N-VA) a connu un regain depuis les années 1950 et 1960. Ce chapitre permet de situer les objectifs politiques du parti N-VA (notamment son discours sur la réforme de l'État et celui sur l'Europe) par rapport à ceux des autres formations partisanes belges et flamandes.

Ensuite, la revue de littérature présente les travaux sur l'europanisation des partis politiques, c'est-à-dire du rôle des formations partisanes comme des acteurs et des objets du phénomène de l'intégration européenne. Le chapitre propose d'abord une perspective historique sur les fédérations européennes de parti (FEP). Elle se tourne ensuite vers les résultats de travaux sur l'europanisation du discours programmatique

des partis politiques nationaux et belges, dont le parti nationaliste flamand N-VA, incluant ceux qui ont mobilisé la grille d'analyse de contenu développée par le Comparative Manifesto Project (CMP).

Le cadre d'analyse présenté dans le troisième chapitre s'appuie sur une approche des choix rationnels, qui éclaire souvent les études empiriques de l'eupéanisation. Le concept des usages cognitifs, stratégiques et de légitimation de l'Europe tel que défini par Jacquot et Woll vient compléter ce cadre. Nous décrivons ensuite la méthodologie et les hypothèses.

Les résultats de l'analyse de contenu des programmes électoraux de 2010 et de 2014 du parti nationaliste flamand N-VA font l'objet du quatrième chapitre, suivi par la conclusion et la bibliographie.

CHAPITRE I

LE PORTRAIT POLITIQUE DE LA BELGIQUE

1.1 Introduction

Dans les années 1960 et 1970, la Belgique vit une période décisive en raison des conflits linguistiques qui sont particulièrement virulents. Les questions linguistiques ont sonné le glas de l'État unitaire belge et ses anciennes configurations politiques (Delwit, 2010 : 140 ; Seiler, 1998 ; 2011). C'est depuis ce temps que la Belgique connaîtra six réformes de l'État (1970, 1980, 1988, 1993, 2001 et 2011). Elles auront pour effet de décentraliser la Belgique avec la création de nouvelles entités politiques fédérées. Ces dernières seront dirigées par des gouvernements autonomes chargés d'assumer les compétences politiques qui leur sont nouvellement dévolus. Ces transformations ne décourageront pas l'émergence de nouvelles revendications nationalistes flamandes qui s'effectueront dans une ère d'intégration européenne. Certains aspirent aujourd'hui, comme la Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA), à une Flandre indépendante et membre de l'UE qui est née de la dilution graduelle de la Belgique fédérale. D'autres, comme le Vlaams Belang (VB), plaident pour une Flandre complètement et promptement indépendante de la Belgique et retirée de l'Union européenne (UE).

Ce premier chapitre se veut un tour d'horizon concis afin de proposer des repères dans l'espace partisan de la Belgique. Notre étude nous amènera, d'abord, à offrir un résumé de l'histoire politique belge. Bien que nous nous concentrons sur l'histoire politique

belge contemporaine (de 1970 à aujourd'hui), nous sommes d'avis qu'il est nécessaire d'apporter un minimum d'informations sur la période antérieure à 1970. Celle-ci permettra de mieux comprendre la genèse du mouvement nationaliste flamand. Puis, nous présenterons les principaux partis dans l'histoire de ce mouvement : la Volksunie (VU) et le Vlaams Belang (VB), puis la N-VA. Finalement, nous proposerons de traiter de la question de l'UE dans le débat partisan belge.

1.2 Le mouvement nationaliste flamand au sein de l'histoire politique belge

Le mouvement flamand a émergé au XIX^e siècle pour revendiquer des droits linguistiques aux Flamands au sein de l'État belge. Bien que la Belgique ait toujours compté davantage de citoyens d'origine flamande que de francophones, la Belgique était néanmoins gouvernée en français par une élite économique et politique francophone minoritaire et soutenue par une certaine élite flamande, mais francophile (Préaux, 2011).

Avec le renforcement du port flamand d'Anvers, à la fin du XIX^e siècle, le pouvoir économique et politique belge est passé du côté néerlandophone de la Belgique. Cette nouvelle situation suscita un réveil national flamand et entraîna l'apparition de revendications linguistiques et politiques telles que l'égalité juridique du néerlandais par rapport au français, l'usage du néerlandais au Parlement belge ou encore la création d'universités néerlandophones. Ce mouvement nationaliste œuvra principalement au niveau de la société civile, bien qu'il essaie aussi d'inscrire ses revendications au sein des priorités politiques par les voies électorales et parlementaires. À cette époque, la résonance de ce mouvement était circonscrite par les formations traditionnelles belges qui contrôlaient le débat linguistique par leurs associations culturelles parallèles francophones et néerlandophones (Jaumain, 2013 : 43 ; Laible, 2008 : 55). Cependant, il faut comprendre que les vifs débats linguistiques et nationalistes ont été désamorçés également, puisque le mouvement fut entaché par la collaboration de certains de leurs

membres avec l'occupation allemande lors des deux grandes guerres mondiales (Rochtus, 2012).

En 1954, la Volksunie (VU) fut créée sur la base d'un programme résolument nationaliste qui vise à assurer le développement économique en Flandre, et ce, dans un contexte d'élan démographique sans précédent. Longtemps surpassée par les industries wallonnes, la Flandre répond bien au contexte de désindustrialisation qui touchait les principaux pays occidentaux à la fin des années 1970 par la création d'une économie de biens et services. Ce virage n'a pas été aussi bien réussi en Wallonie alors que son secteur industriel connaît encore de nos jours des difficultés notables (Delwit, 2010 ; Deschouwer, 2009 ; Jaumain, 2013 : 117 ; Swenden, 2010 ; Vandaele et Hooghe, 2013 : 149).

Au tournant des années 1960, le débat linguistique prend de l'ampleur avec la décision de l'établissement d'une frontière linguistique intrabelge. Ces frontières déterminaient, avec plus ou moins de succès, l'existence de communautés linguistiques unilingues exclusives : l'une néerlandaise (ou flamande), l'une française et l'autre germanophone. Ce contexte politico-linguistique turbulent a fait en sorte que les partis traditionnels, dans les années 1970, ont définitivement perdu le contrôle sur le débat linguistique. L'espace partisan belge sera dorénavant formé de partis traditionnels fragmentés en plus petits partis indépendants qui se voueront à formuler des propositions politiques adaptés à une communauté linguistique exclusive (Delwit, 2010 : 170-174 ; Jaumain, 2013 : 99-109 ; Poirier, 2015).

Même s'il faut attendre jusqu'en 1978 pour voir entrer au gouvernement belge la VU, on observe que le processus de fédéralisation de la Belgique est en marche avec la création des régions et des communautés belges lors de la première réforme de l'État en 1970.

C'est dans ce contexte constitutionnel agité que le parti VU a pris part, pour la première fois, à une coalition gouvernementale belge en 1978. La participation de ce parti au gouvernement belge fut souvent difficile. Malgré les résultats législatifs incontestables, la fédéralisation de la Belgique a fait en sorte que les préférences politiques du nationalisme flamand furent récupérées par l'aile flamande des partis traditionnels belges désormais scindés (Delwit, 2010). Ce faisant, le débat de l'autonomisation de la Flandre n'était plus l'enjeu exclusif ou le thème « propriété » de la VU (Guinaudeau et Persico, 2011). De surcroît, la VU est aussi attaquée par un nationalisme flamand d'extrême-droite représenté par l'ancien Vlaams Blok (VB), devenu le Vlaams Belang depuis 2004. Étant très critique de l'appui du parti VU au pacte infructueux d'Egmont en 1978, le VB naît en 1979 et se positionne clairement pour l'indépendance de la Flandre (Delwit *et al*, 1998). S'il ne fait nul doute que le VB veut l'éclatement de la Belgique, le parti a fait croître ses appuis électoraux, aux dépens des partis traditionnels et de la VU, en adoptant des positions hostiles sur l'immigration et strictes quant à la sécurité publique. Le parti protestataire affiche un conservatisme tout autant culturel, économique que moral (Delwit, 2011b).

1.3 Un portrait du parti politique flamand, le Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA)

L'élan de décentralisation et d'autonomisation de la Flandre au sein de la Belgique se poursuit dans les années 1980. Les réformes de 1980 et de 1988 ont permis d'officialiser l'autonomie des régions par rapport à celle qui fut octroyée aux communautés. Les accords de Saint-Michel ont pu jeter les bases de la quatrième réforme constitutionnelle de 1993 qui consacrait définitivement le fait fédéral en Belgique et la création de la seule entité fédérée bilingue belge soit la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) (Delwit, 2010 ; Jaumain, 2013 ; Rochtus, 2012 ; Reuchamps, 2013 : 37).

Bien que le VU obtienne davantage d'autonomie pour la Flandre, le parti nationaliste VU voit ses appuis électoraux se diriger vers le VB. La formation VU est aussi aux prises avec la réalité politique où les partis politiques traditionnels unitaires belges se sont eux aussi fédéralisés, ce qui fait en sorte que les enjeux linguistiques ne constituent plus l'apanage de la seule VU. Dans les années 1990 et au tournant du millénaire, le parti cherche à voir comment il pourra se repositionner pour reprendre de la vigueur, car on voit émerger un débat sur l'orientation du parti qui oppose ses cadres de tendance progressiste à son aile parlementaire plus conservatrice menée par Geert Bourgeois (président de la VU et député à la Chambre des représentants de Belgique). La faction Bourgeois a rejeté les accords qui mèneront à l'adoption de la cinquième réforme constitutionnelle de l'État de 2001 négociée par les têtes d'affiche de l'aile progressiste soit Patrick Vankrunkelsven et Bert Anciaux. Peu de temps après la démission du président Bourgeois qui s'était opposé aux accords négociés, la VU s'est dissoute faute de consensus. Une fois que la VU disparut, on constate que l'électorat nationaliste s'est dispersé, notamment, au sein des partis traditionnels flamands. Si certains membres de la VU ont joint les libéraux (Open VLD) et les chrétiens-démocrates flamands du Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V), l'aile progressiste s'est rapprochée des socialistes (SP.A) et des écologistes (GROEN !) (Delwit *et al.*, 2005 ; Delwit, 2010 ; Hanley, 2008).

L'aile conservatrice, menée par Geert Bourgeois, décida de faire cavalier seul en fondant un nouveau parti nationaliste, soit la formation N-VA en 2001. En 2003, au scrutin fédéral, la première participation électorale de la N-VA se traduisit par la seule élection de Bourgeois à la Chambre des représentants. Malgré cela, en 2004, le CD&V constitua un « cartel » avec le parti N-VA au gouvernement régional flamand. Cette élection de Bourgeois a comme conséquence de laisser vacante la présidence du parti qui fut comblée par Bart de Wever. Sous sa direction, la N-VA maintient son positionnement comme une formation nationaliste et indépendantiste (par le confédéralisme qui n'est pas celle du VB) qui préfère exploiter des revendications

socio-économiques plutôt que culturelles pour légitimer l'idée d'une Flandre indépendante par le confédéralisme et européenne (Delwit, 2010).

Par confédéralisme, la formation politique le conçoit comme un renversement total de la logique d'organisation politique du fédéralisme : ce sont désormais les entités fédérées devenues indépendantes qui s'octroient certains pouvoirs et en délèguent d'autres au niveau confédéral (Nieuw-Vlaams Alliantie (N-VA), 2013 : 2 ; Poirier, 2015). Ce cadre confédéral est impératif pour la satisfaction complète des revendications nationalistes de type économique de ce parti. Le problème fondamental du fédéralisme belge actuel serait, selon la N-VA, que les deniers publics flamands qui assurent le financement fédéral de la sécurité sociale seraient employés pour permettre la perpétuation d'un vieux modèle de gestion clientéliste et non efficace des autorités politiques wallonnes (Dandoy, 2013 ; 7, Delwit, 2010 ; Jamin, 2014 : 103) (voir le second chapitre).

En 2011, ce type de discours fait en sorte que la N-VA s'est opposée à la sixième réforme constitutionnelle de l'État en raison du refinancement fédéral de la Wallonie et de RBC grâce aux subsides flamands (N-VA, 2013 : 1). Pourtant, cette réforme correspondait à un souhait longtemps exprimé par les partis politiques flamands, dont la N-VA, soit la scission de la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde (B-H-V). L'enjeu de cette circonscription est qu'elle représente la lutte des nationalistes flamands pour assurer l'étanchéité de la frontière linguistique dans les communes flamandes limitrophes de la RBC. La forte prépondérance du français dans ces communes flamandes s'avère incompatible avec le principe d'unilinguisme des communautés linguistiques en Belgique selon la formation politique N-VA. Dans le passé, plusieurs réformes de l'État avaient échoué dans cet objectif par manque de compromis avec les négociateurs francophones (Jaumain, 2013).

Malgré une rhétorique forte, le parti se dit soucieux de préserver son image médiatique en se distanciant du discours xénophobe du VB. C'est une volonté à laquelle le

président de la N-VA, Bart de Wever, tient. Ce faisant, il cherche à éviter d'être associé à ce parti par les formations politiques rivales en condamnant certains discours nationalistes qui instrumentalisent le nationalisme pour des fins d'exclusion (Rochtus, 2012 : 274). Cette préoccupation de se dissocier du VB a été payante pour la N-VA et a réussi à attirer les électeurs protestataires flamands du VB qui rejetait l'offre des partis politiques plus traditionnels, mais qui comptaient appuyer un parti qui serait susceptible d'intégrer une coalition gouvernementale. La formation politique N-VA, depuis les élections régionales flamandes de 2004, a réussi là où plusieurs ont échoué en attirant l'électorat du VB depuis les années 1990. Le parti nationaliste modéré entend approcher cet électorat désireux que leurs revendications, longuement promues par le VB, soient mises à exécution par un parti n'étant pas exclu par la pratique du « cordon sanitaire ». Cette tradition fait en sorte que le VB se voit systématiquement expulsé des coalitions gouvernementales (fédéral et régions) et communales en Belgique afin de le sanctionner pour ses positions xénophobes (Pauwels, 2011 : 78).

Cette recherche, pour la N-VA, d'un électorat au sein du VB n'est toutefois pas aisée lorsque l'on compare les profils des électeurs, on constate que celui de la N-VA est mieux nanti financièrement et plus éduqué que les gens ayant voté pour le VB selon les données de Marc Swyngedouw et de Koen Abts (Swyngedouw et Abts, 2011 : 10). Chambon explique que le VB réussit à attirer un électorat plus jeune, mais affaibli et précarisé par la désindustrialisation. Peu scolarisées, les personnes qui votent pour le VB souffrent davantage de difficultés socio-économiques qui se sont accentuées en raison de l'effritement du filet social belge depuis les années 1970 et 1980 (Chambon, 2013).

Ces positionnements électoraux de la N-VA ne se font pas seulement en fonction du VB, mais aussi des formations concurrentes flamandes. S'il attire d'abord des nationalistes flamands, il convainc également des électeurs lassés de la politique qui cherchent une alternative au sein d'un parti qui propose un discours misant sur la

libéralisation de l'économie. Toutefois, il est ouvert à d'autres enjeux politiques comme le renforcement de la sécurité publique et de l'appareil judiciaire (le « *though on crime* »). En ce sens, il peut obtenir des appuis provenant aussi des démocrates-chrétiens et des libéraux flamands qui ont déçu leur électorat quant à leur incapacité alléguée à concrétiser leurs engagements politiques. Cette déception exprimée de la part de certains de ces électeurs libéraux et démocrates-chrétiens fait en sorte que la N-VA peut constituer une option à considérer pour des électeurs en quête de changement (Swyngedouw et Abts, 2011 : 22). En somme, la N-VA a pu élargir son électorat et aller chercher plusieurs votes auprès des partis plus traditionnels et a su bien manœuvrer pour ne pas se limiter au bassin électoral nationaliste comme le VU le fut par le passé (Rioux *et al.*, 2015 ; Van Haute, 2011 : 206-207).

Enfin, le succès politique du parti s'explique aussi par le fait que ce parti a fait croître ses appuis en critiquant les formations politiques francophones qui sont généralement plus à gauche par rapport aux autres formations flamandes. Les partis francophones appellent le gouvernement fédéral à maintenir et à renforcer le financement fédéral de la sécurité sociale (Dandoy, 2013 : 7 ; Jamin, 2014 : 103). La N-VA est notamment critique des Démocrates fédéralistes indépendants qui tiennent le discours le plus rigide des partis francophones face aux exigences nationalistes des formations flamandes, mais surtout de la N-VA. Cela s'explique par le fait que ce parti s'est essentiellement construit dans la RBC et dans les communes flamandes à facilités linguistiques pour les francophones (Delwit, 2011b : 18). Mais la principale cible du parti nationaliste flamand est le Parti socialiste (PS) qui est une formation très ancrée et dominante dans la vie politique belge. Très habitué à exercer le pouvoir au fédéral, en Wallonie et dans la RBC, il y a une confrontation majeure sur les préférences idéologiques des deux partis qui sont très différentes quant à l'économie, mais aussi sur l'immigration et la sécurité publique (Delwit, 2011a : 124 ; N-VA, 2013 : 13).

1.4 La Belgique et l'Union européenne

Sur bien des enjeux, on voit apparaître des conflits entre les francophones et les néerlandophones. Outre la sympathie pour la famille royale de Belgique ou l'équipe nationale de football, l'intégration européenne agit aussi comme un sujet de ralliement entre les communautés. Faisant partie des premiers États membres de l'UE, la participation belge aux institutions européennes recueille toujours l'aval de la grande majorité des formations politiques belges qui préconise une Europe fédérale. Au fil du temps, malgré certaines fluctuations, les données des eurobaromètres confirment un appui relativement important à l'Europe chez les citoyens belges (Delwit *et al.*, 2005 ; Deschouwer, 2009 ; Saint-Ouen, 1990).

La Belgique tout comme les partis ont été historiquement actifs dans la construction européenne. Les socialistes, les démocrates-chrétiens belges, de même que les nationalistes flamands de la VU, se sont impliqués dans la formation des premiers groupes parlementaires transnationaux qui allaient siéger dans les instances européennes (Monot, 2010). Pour sa part, la VU a opté pour le pragmatisme en concevant l'UE comme une structure d'opportunité qui permet de consolider l'autonomie de la Région flamande par rapport à l'État belge (Seiler, 2001).

L'adhésion des nationalistes flamands démocratiques à la construction européenne ne s'éteint pas avec la disparition du parti VU. L'ouverture de la N-VA à l'UE s'explique par l'idée que l'autonomie d'un État ou d'une nation comporte désormais des limites dans un monde de plus en plus interdépendant, et particulièrement en Europe avec l'intégration européenne. Les nationalistes flamands considèrent que, de cette façon, l'Europe est un dispositif efficace pour réduire l'influence et le pouvoir belge sur la Flandre (Keating, 2001 : 85). Cette opinion pro-européenne vise aussi à s'afficher favorablement quant à la conception d'une Europe qui facilite les échanges économiques et les marchés commerciaux. Cette position se distancie des partis

progressistes flamands et francophones plus à gauche sur le spectre politique puisqu'ils souhaitent un rôle plus interventionniste pour l'Europe sur le plan social qui ne correspond pas aux vues des partis plus conservateurs comme la N-VA (Delwit, 2011a ; Van Haute, 2011). Bien que la VU et la N-VA se montrent très enthousiastes au processus d'intégration européenne, ces partis ont accordé une grande attention au principe de subsidiarité¹. Le parti N-VA préconise que les États membres de l'UE doivent pouvoir choisir le niveau décisionnel le plus approprié pour représenter les citoyens pour chaque domaine de politique publique ; qu'il soit européen, national ou régional (Béroud et Weydert, 1997 ; Costa, 2011 ; Delwit, 2011b ; Poirier, 2015). Plus récemment, en prévision de l'élection européenne de 2014, le parti N-VA se présente comme « euroréaliste » (N-VA, 2013 : 10). Ce discours permet au parti d'offrir une première réflexion sur l'intégration européenne dans l'histoire de ce jeune parti né en 2001. De plus, il vise à réformer le système européen afin qu'il soit davantage en phase avec les aspirations des gouvernements et de leurs populations et non sa disparition pure et simple comme le revendiquent les eurosceptiques les plus radicaux, notamment le VB (Dardanelli, 2012 : 192 ; Delwit *et al.*, 2005 ; N-VA, 2013 : 10-11). Ce dernier affirme que l'UE serait bâtie sur la volonté des pays membres comme la Belgique et non de nations comme la Flandre (Pilet et Van Haute, 2007 : 217). Le VB se présente

---

¹ Nous définissons la subsidiarité comme un processus régissant le respect de la répartition des compétences exclusives de l'UE ou des États, mais qui encadre également les compétences partagées entre ces deux niveaux. Ce principe agit autant dans la préservation du droit de légiférer des États que dans la légitimation du droit d'intervention de l'UE (Parlement européen, 2016).

Dans le Traité de Lisbonne, on peut lire : « [...] l'Union européenne intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres [...] » (Traité de Lisbonne, 2007, C-306,1, art.3ter.3)

Il est à noter que le principe de subsidiarité peut être invoqué par les parlements nationaux lors de contrôles parlementaires de projets législatifs européens et peut être aussi contrôlé après l'implantation d'un acte législatif par la Cour de justice de l'Union européenne. Le Parlement européen, un des instigateurs du principe, scrute également les traités pour s'assurer du respect de la subsidiarité (Costa, 2011 ; Parlement européen, 2016).

comme eurosouverainiste², c'est-à-dire qu'il rejette l'UE actuelle qui serait désincarnée par son institutionnalisme et aveuglée par son idéologie néolibérale. Au contraire, le VB conçoit l'Europe en des termes civilisationnels plutôt qu'institutionnels. L'Europe constituerait un rassemblement des nations souveraines et de leurs peuples de culture et de foi chrétienne (Delwit, 2011b ; Gauthier, 2007 : 141 ; Hanley, 2008 ; Justaert, 2010).

Nous avons présenté ici un portrait succinct de la dynamique politique en Belgique où nous avons résumé les origines du mouvement nationaliste flamand. Outre l'aspect linguistique et identitaire, nous avons voulu aussi signifier la facette économique qui est présente dans ce mouvement. Nous avons expliqué l'importance de celui-ci dans l'histoire politique belge contemporaine. Cela nous a permis de mieux comprendre, par la suite, comment la N-VA s'intègre dans l'espace partisan belge. Enfin, nous avons introduit l'Europe afin de voir comment elle est traitée au sein du débat politique belge, notamment par la N-VA.

---

² Ce discours eurosouverainiste se retrouve dans d'autres partis politiques européens. Le VB partage ce discours avec le groupe parlementaire européen de l'Europe des nations et des libertés qui compte parmi ses membres le Rassemblement national de Marine Le Pen et le Partij voor de Vrijheid de Geert Wilders (Troszczynski, 2016).

CHAPITRE II

REVUE DE LITTÉRATURE

2.1 Introduction

Dans ce contexte d'intégration européenne qui s'observe plus particulièrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Europe s'est pacifiée et entretient des relations de toute sorte — culturels, économiques, politiques et sociaux — entre ses États-nations qui la composent. Dans cette conjoncture, les chercheurs de toutes les disciplines ont voulu comprendre en quoi le phénomène européen influe sur plusieurs composantes des sociétés de ces pays, incluant les partis politiques. Cette revue de littérature porte sur les rapports entre cet acteur et l'Europe ou plus précisément l'UE.

Nous abordons d'abord les organisations partisans transnationales au niveau européen, puis les partis nationaux et infranationaux de l'Europe et de la Belgique respectivement. Enfin, nous nous intéresserons à des exemples de formations nationalistes européens, qui comme la N-VA, effectuent des liens entre le thème de l'intégration européenne et de la réforme de l'État.

2.2 Les études européennes et l'europanisation

Le champ multidisciplinaire des études européennes contemporaines est en quelque sorte né dans les années 1950 avec la parution de l'ouvrage d'Ernst Haas (1958), *The Uniting of Europe*. Cet ouvrage phare a décrit les origines et le fonctionnement de la Communauté européenne du charbon et de l'acier qui ont constitué les premiers jalons dans l'histoire de l'intégration européenne. La théorie que cet auteur défend est celle du néofonctionnalisme. Il conçoit que cette intégration s'effectuerait par un effet d'engrenage (*spillover*) où l'incorporation d'un domaine de politique publique nécessiterait l'imbrication d'un autre pour qu'il soit viable et ainsi de suite.

Dans les années 1960 et 1970, l'intégration européenne a connu ses premières difficultés. Par exemple, on pourra relever le cas de la relation tendue entre la France (dirigée par Charles de Gaulle) et les institutions européennes. C'est dans ce contexte que Stanley Hoffmann (1966) se distingue d'Haas en proposant une théorie intergouvernementaliste qui postule que les États occupent toujours un rôle central, malgré la dynamique d'intégration européenne que l'on retrouve dans ces institutions. En tant qu'acteurs souverains et rationnels, les États prennent part à cette dynamique, à la condition qu'elle constitue une opportunité et une source de bénéfices pour l'État-nation. Le coût du consentement à se départir d'une certaine portion de sa souveraineté doit être compensé par des avantages (de toutes formes) supérieurs (Costa et Brack, 2014 ; Schwok, 2005). Andrew Moravcsik (1993) et Robert Keohane et Joseph Nye (2011) proposent de nouvelles variantes, dans le contexte de l'établissement du marché intérieur européen dans les années 1980 et 1990, qui adoptent une posture plus positiviste et qui testent des hypothèses liant l'économie politique à l'intégration européenne. Selon ces critiques, cette posture était beaucoup trop centrée sur la notion d'intérêt et omettait d'accorder une attention adéquate à l'idéologie et à l'histoire.

La difficulté d'expliquer toutes les facettes d'une intégration qui se complexifiait au fil du temps a favorisé le développement de la notion d'eupéanisation pour étudier les effets de l'Union européenne sur les systèmes politiques nationaux des pays membres de cette organisation internationale. Cette transition de la recherche, axée sur les impacts de l'UE plutôt que sur les vecteurs de l'intégration, s'inscrit dans le contexte du Traité de Maastricht et de ses successeurs qui ont accordé de plus en plus de compétences et de responsabilité aux institutions européennes. Les directives européennes doivent être ensuite traduites dans le corps législatif et réglementaire des États membres puis exécutées par ces derniers. Cette situation amène les pays membres de même que les entités fédérées, les régions et les villes à organiser des débats politiques sur la transposition de ces directives, à se questionner sur celles-ci et parfois même au sujet du projet européen dans son ensemble (Costa et Brack, 2014).

Le concept d'eupéanisation est utilisé fréquemment au sein des études européennes, qui regroupent plusieurs approches disciplinaires que sont le droit, l'histoire ou la sociologie (Duez, Paye et Verdure, 2014). Börzel et Panke (2010 : 406) nous rappellent que ces travaux analytiques sur l'eupéanisation ne sont pas circonscrits sur les territoires des États membres de l'UE, mais aussi aux pays candidats et aux États tiers. Diverses contributions ont été produites sur l'impact des règles d'adhésion à l'UE (critères de Copenhague³ et l'acquis communautaire⁴) sur les partis nationaux ou

---

³ Les critères de Copenhague constituent les critères d'adhésion de tout État candidat pour intégrer l'Union européenne. Ces critères se basent selon les principes du libéralisme politique (démocratie, État de droit, droits de la personne, respect des minorités), une « économie de marché visible » et la capacité de répondre aux obligations découlant de la participation à l'UE (Union européenne, 2016).

⁴ L'acquis communautaire constitue l'ensemble des normes européennes qui se sont accumulées depuis les traités de Rome de 1958 qui avaient donné naissance à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique (House of Commons, 2011 : 2).

encore sur les formations politiques qui provenaient de pays candidats devenus membres de l'UE (Gosselin *et al.*, 2011 ; Gueorguieva et Petithomme, 2011).

En science politique, la recherche sur l'eupéanisation se divise en trois sphères d'études : l'étude de l'impact de l'Europe sur les politiques publiques nationales (*policies*), l'étude de ses effets sur les régimes politiques nationaux (*polities*) et l'étude de son impact sur la compétition politique nationale (*politics*) (Duez, Paye et Verdure, 2014). Plus tardivement, elle s'est intéressée à l'analyse de la compétition politique en général et plus particulièrement au lien entre l'eupéanisation de la compétition politique et l'enjeu de la réforme de l'État. Parmi ces recherches, quelques-unes concernent des partis régionalistes ou nationalistes comme celles menées par Paolo Dardanelli (2012, 2017).

Les études sur l'eupéanisation des formations politiques se sont d'abord concentrées au niveau supranational. Les chercheurs s'interrogeaient sur la capacité d'un système partisan à se développer à l'échelon européen. Des recherches ont été conduites pour mieux comprendre la nature et le fonctionnement des partis transnationaux européens ou des fédérations européennes de parti (FEP). Ces recherches s'intéressent au caractère inusité de ces formations politiques, mais concluent généralement qu'elles constituent des structures faibles qui servent davantage les intérêts des partis membres (les partis nationaux) plutôt qu'à se développer une direction partisane proprement européenne et indépendante des particularismes politiques nationaux. Par exemple, Fallon et Hayward relèvent les avantages se profilant derrière l'affiliation européenne du parti irlandais Fianna Fáil (FF) tout en soulignant ses limites :

« Joindre le groupe de l'ADLE [Alliance des démocrates et des libéraux d'Europe] va être bénéfique pour le FF en termes de réseaux et d'influence sans aucun doute. [...] Mais nous ne voulons pas être absorbés dans un regroupement massif, où nos propres visions disparaîtraient, et où il serait impossible d'exercer une influence sur les politiques soutenues par le groupe. » (Fallon et Hayward, 2011 : 155).

Lorsqu'une formation ne trouve pas son compte au sein d'un groupe parlementaire européen, il en sort pour aller vers un autre ou pour en constituer un nouveau comme les conservateurs britanniques qui ont quitté le Parti populaire européen (PPE) afin de marquer leur position anti-fédérale. Cette décision de créer l'European Conservatives and Reformists (ECR) a permis au parti d'affirmer son discours réclamant une Europe réformée où la répartition des compétences s'effectue selon le principe de subsidiarité (Bale, T. *et al.*, 2010 : 97-98). Il faut noter que c'est une vision semblable qui a amené la N-VA à laisser derrière le PPE pour rejoindre, à la suite d'un intermède de quatre ans avec les régionalistes européens, l'ECR.

2.3 L'eupéanisation des partis politiques nationaux dans les États membres

Ladrech (2001) suggère cinq manifestations de l'eupéanisation des partis politiques nationaux soit les changements quant au programme, aux structures organisationnelles, aux tactiques de la compétition électorale, ceux portant sur les liens tissés entre le parti et le gouvernement, et enfin ceux concernant les relations transnationales de la formation politique. Dans cette section, nous présentons les résultats des études qui traitent plus spécifiquement du contenu programmatique des partis et de la compétition électorale.

Depuis le traité de Maastricht, de nouveaux questionnements quant à l'activité partisane au sein de l'UE se sont développés cette fois au niveau des partis nationaux. Non seulement le Traité transfère la gestion exclusive de la politique monétaire et du marché unique à l'UE, il reconnaît explicitement le rôle des partis politiques dans le processus d'intégration européenne en renforçant les capacités institutionnelles du Parlement européen. Par exemple, ce dernier agit en codécision avec le Conseil européen ou encore élit le président de la Commission européenne (fonction assimilable au pouvoir exécutif) à la suite de la proposition du Conseil européen (Attina, 1998 : 23).

Le renforcement du rôle de l'acteur partisan n'est pas sans conséquence. En effet, le « consensus permissif⁵ » que l'on a dénoté au début de l'intégration européenne alors que le sujet n'était pas politisé s'étiolé très rapidement. Dans ce contexte, les chercheurs sont amenés à examiner la fonction que l'intégration européenne peut jouer dans la compétition politique au niveau de l'État-nation (Belot et Cautrès, 2005).

L'euroscpticisme, ou une opposition plus ou moins affirmée et englobante au processus d'intégration européenne⁶ fait l'objet d'une attention grandissante dans les travaux sur l'europanisation. Ce phénomène se retrouve souvent — mais non exclusivement — au sein des partis se retrouvant aux extrêmes politiques. Les formations d'extrême-gauche et d'extrême-droite affichent en général une position très hostile à l'égard de l'UE, mais leurs critiques n'ont pas la même origine (Belot et Cautrès, 2005 : 6). À l'extrême-gauche, l'UE est présentée comme un instrument du capitalisme mondial où des entreprises, des bureaucrates et des élites politiques œuvreraient aux dépens d'un véritable contrôle démocratique exercé par le peuple sur le système économique capitaliste mondialisé (Van Apeldoorn, 2002). De son côté, l'extrême-droite (dont le VB) présente l'UE comme une institution ultralibérale, mondialiste, cosmopolite et négatrice de la protection des souverainetés et des identités nationales (Chambon, 2013).

De nombreux travaux empiriques ont entrepris de mesurer le soutien à l'UE chez les citoyens, notamment en mobilisant les données de l'Eurobaromètre (Gabel, 1998 ;

---

⁵ Ronald Inglehart définit ainsi le consensus permissif : « There was a favourable prevailing attitude towards the subject, but it was of low salience as a policy issue, leaving national decision-makers to take step favourable to integration if they wished but also leaving them a wide liberty of choice » (Inglehart, 1970 : 773). Cette vision correspond à une vision néofonctionnelle des opinions publiques nationales qui consentaient d'une manière passive au projet d'intégration européenne. Ce projet était porté avant tout par les élites politiques de leurs pays respectifs dans un cadre purement diplomatique et dépolitisé (dans le sens de la compétition électorale et partisane entre les partis politiques nationaux).

⁶ Taggart définit l'euroscpticisme de cette façon : « The ideas of contingent or qualified opposition, as well as incorporating outright and unqualified opposition to the process of European integration. » (Taggart, 1998 : 366).

McLaren, 2004). Afin d'évaluer directement le positionnement des partis sur l'UE plutôt que de passer par les perceptions des citoyens, des chercheurs ont mené des sondages d'experts dont leurs données permettent de mesurer la position des partis nationaux sur l'intégration européenne, de même que certaines politiques européennes (Polk *et al.*, 2017 ; Bakker *et al.*, 2015 ; Benoit et Laver, 2007).

Il existe également des mesures des positions des partis sur l'Europe basées sur le contenu des discours partisans, dont la plus connue est proposée par le Comparative Manifesto Project (CMP). Le manuel de codage du CMP a été appliqué aux programmes des partis politiques de plus de 600 documents partisans⁷ provenant pour la plupart des pays membres de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Chaque quasi-phrase⁸ reçoit un code lié à un des sept domaines que sont les relations étrangères⁹, la liberté et la démocratie, le système politique¹⁰, l'économie, le bien-être et la qualité de vie, le tissu social et les groupes sociaux. Chacun de ceux-ci est ensuite subdivisé en plusieurs catégories qui distinguent également le ton positif, négatif ou neutre du parti associé à l'égard de ceux-ci (Lewandowski, J., Merz, N. Et Regel, S., 2016 ; Volkens, A., 2002 : 6). Budge (un des fondateurs du CMP) et Laver (1986) ont publié une recherche qui a permis d'étudier

---

⁷ En général, ces documents sont des programmes politiques. Dans les cas où ils n'étaient pas disponibles, les chercheurs et les codeurs ont utilisé des documents de substitution comme des discours de chefs de parti et des plateformes générales.

⁸ L'unité d'analyse du CMP est la quasi-phrase. On comprend ici l'expression « quasi-phrase » comme « a natural sentence can contain quasi-sentences, but a quasi-sentence can never span over more than one natural sentence. Natural sentences are split into quasi-sentence if they contain unrelated statements, possibly indicated by semi-colons, or if it is possible to allocate different codes to different parts of the natural sentence. » (Lewandowski, J., Metz, N. Et Regel, S., 2016 ; Volkens, 2002 : 2).

⁹ Les visions positives ou négatives sur la communauté européenne constituent deux exemples d'enjeux liés au domaine des relations étrangères (Volkens, 2002 : 6).

¹⁰ Les options de décentralisation et de centralisation sont deux exemples d'enjeux liés au domaine du système politique (Volkens, 2002 : 6).

les positionnements des partis politiques dans 19 pays et territoires¹¹ entre 1945 et 1983. Les deux chercheurs ont codé et classé en 54 catégories les programmes de parti et autres documents partisans en s'appuyant sur la théorie de la saillance¹². Ce faisant, ils ont été en mesure, par exemple, de présenter des profils des différentes familles politiques italiennes et ont pu établir les positionnements d'une famille par rapport à d'autres sur l'axe gauche-droite. Ils se sont également penchés sur la construction de coalitions gouvernementales selon les positions exprimées dans les programmes électoraux des partis (Budge et Laver, 1986 : 615).

Guinaudeau et Persico (2011) se sont aussi appuyés sur la théorie de la saillance pour examiner comment les enjeux européens ou de l'Union européenne sont traités au sein de la compétition électorale en Allemagne, en France et au Royaume-Uni. Ils ont sélectionné l'époque des années 1986 à 2009 afin de couvrir une période (avant et après le Traité de Maastricht) où les thèmes européens sont fortement politisés et la cohésion intrapartisane est mise à rude épreuve. L'étude montre que l'intégration européenne a un impact limité sur les systèmes partisans français, allemands et britanniques. Leurs résultats rejoignent le constat de Mair (2000), qui affirme que le niveau européen n'a jamais remis en cause les systèmes partisans de chacun des États membres de l'UE. En effet, les enjeux européens ont été débattus principalement au niveau de l'UE. Cela a amené les directions des partis à pouvoir maintenir leur rôle et leur statut dans la compétition politique nationale et à conserver une marge de manœuvre importante

---

¹¹ Outre la Belgique, les pays et territoires étudiés sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Danemark, les États-Unis, la France, l'Irlande, l'État d'Israël, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Royaume-Uni (l'Irlande du Nord), le Sri Lanka et la Suède.

¹² Budge et ses collègues (2001) résument la théorie de la saillance comme étant celles où les partis sont en mesure d'accentuer des enjeux qui leur sont favorables et de minimiser ceux qui leur sont défavorables. La compétition partisane permet de définir ce qui est pertinent et ce qui ne l'est pas. Ces enjeux se subdivisent en trois types : positionnées, soit plusieurs partis se positionnant de plusieurs façons sur un enjeu, consensuels soit plusieurs partis se positionnant de manière similaire sur un enjeu et « propriétaires » soit un seul parti se positionnant sur un enjeu (Budge, 1987).

quant à la capacité de pouvoir faire des choix en matière de propositions de politiques publiques à leurs électeurs. Tout comme Mair (2000 : 48-49), Guinaudeau et Persico conçoivent que l'eupéanisation des partis est de nature indirecte (2011 : 94). Ces derniers constatent que la politisation des enjeux européens est de nature contextuelle et souvent accidentelle, car « les partis n'ont pas d'intérêt direct à politiser un enjeu sur lequel les électeurs sont divisés selon des lignes qui transcendent celles des systèmes partisans. » (2011 : 94). Les partis cherchent plutôt à morceler l'enjeu européen en des éléments de politiques précis et ciblés¹³ qui permettent de maintenir en place les clivages partisans nationaux (2011 : 94).

Ladrech et Carter (2007) considèrent que l'aspect du risque — que mentionnaient précédemment Guinaudeau et Persico — dans l'eupéanisation des organisations partisans mène ces dernières à centraliser leur action politique. Ce phénomène s'explique par la crainte de certains dirigeants de parti de voir leurs partis se fragiliser et se fragmenter en plusieurs factions ayant des positions divergentes sur l'intégration européenne (Bouillaud, 2012 ; Ladrech et Carter, 2007). Par exemple, l'ancien parti français du RPR français (parti de droite prédécesseur de l'Union pour un mouvement populaire devenu aujourd'hui les Républicains) s'est divisé sur l'intégration européenne entre sa faction europhile et l'autre eurosceptique. Cela a contribué à fragiliser ce parti par rapport à la position plus claire et plus unie des socialistes français lors du référendum français sur le Traité de Maastricht en 1992 (Petithomme, 2011).

Toutefois, la seule considération de l'aspect du risque ne doit pas masquer le fait que l'adaptation au phénomène de l'eupéanisation peut se traduire en gains politiques pour certaines formations partisans. On peut notamment l'illustrer par des partis dans les pays d'Europe de l'Est où la dimension européenne est mobilisée pour souligner l'importance de la lutte anticorruption (Gueorguieva et Petithomme, 2011 : 255). De

---

¹³ Par exemple, le positionnement à l'égard d'une politique publique européenne.

leur côté, Gosselin et ses collègues (2011) montrent comment les partis politiques roumains mobilisent l'Europe pour rappeler leur engagement à satisfaire les exigences de l'UE en matière de lutte anticorruption, bien que celles-ci ne soient pas aussi promptes, une fois élues, à donner une capacité d'action réelle contre la corruption politique. Cet usage ambigu de l'euphémisme relève donc plus ici d'une quête de légitimation symbolique qui ne se traduit pas en actions ou en changements concrets au niveau national (Gosselin *et al.*, 2011 : 222).

Cette notion de gains indiquera aux lecteurs de ce présent mémoire que nous ferons référence dans le troisième chapitre à la théorie des choix rationnels. C'est par cet angle théorique que nous étudierons notre objet de recherche, soit le parti politique N-VA. Pour ce faire, nous tiendrons compte des positions théoriques existantes : une vision plus calculatrice de l'acteur partisan que l'on retrouve dans les travaux de Downs (2003) et d'Olson (1978) ou une vision plus nuancée défendue par Meadwell (2002) Montero et Gunther (2003) qui parlent de certaines formations — comme les partis régionalistes — qui tentent de concilier les idéaux avec la maximalisation du soutien électoral. D'autres auteurs comme Gagné (1997) et Pollack (2007) rappelleront que l'approche des choix rationnels comporte également des limites qui méritent d'être considérées.

2.4 L'euphémisme des partis politiques en Belgique

Plusieurs études se sont penchées sur les positions des partis politiques belges sur divers thèmes, incluant ceux étant en lien avec l'Union européenne. Ces travaux jettent un éclairage sur certains clivages qui animent la compétition politique belge, considérée parfois dans son ensemble, mais aussi dans les sous-systèmes partisans francophones ou flamands. Ces clivages sont liés à des enjeux économiques comme les dépenses sociales ou l'organisation des institutions fédérales. Nous nous attarderons à celui de la solidarité sociale, qui comporte naturellement une dimension économique,

mais qui constitue un symbole politique du fédéralisme belge (Béland et Lecours, 2012). Nous ferons référence à la scène politique francophone pour pouvoir ensuite comprendre le positionnement du parti politique flamand quant à cet enjeu de la sécurité sociale. Sur la base de la littérature disponible, nous pourrions, par la suite, voir comment celui-ci se relie à celui de l'Europe.

Pascal Delwit et ses collègues (2005) ont proposé une étude qui vise à montrer l'évolution du positionnement politique chez les partis belgofrancophones depuis le Traité de Maastricht quant aux enjeux socio-économiques. En s'appuyant sur le cadre d'analyse « fit-misfit » de Börzel et Risse (2000), Delwit et son équipe ont relevé que le Mouvement réformateur (MR) et le Centre démocrate humaniste (CDH) estiment que la rationalisation des dépenses dans le gouvernement belge est indispensable pour le maintien du positionnement de la Belgique dans une Europe toujours plus intégrée. À l'inverse, le PS et Écolo condamnent l'orientation économique libérale de l'Europe depuis Maastricht. Ils proposent l'élaboration d'un projet alternatif pour l'UE qui vise à contrecarrer les effets négatifs du marché commun. Les auteurs concluent que l'Europe a été mobilisée, notamment, par les libéraux de Belgique francophone pour marteler la nécessité de profondes réformes des finances publiques et du filet social en Wallonie et à la RBC (Delwit *et al.*, 2005 : 101).

Les positionnements socio-économiques des partis francophones quant au niveau européen sont cohérents avec ceux formulés par ces mêmes formations ayant concouru lors des élections fédérales de 2007 et de 2010. Dandoy et Museur (2015) ont examiné le contenu des programmes électoraux des formations francophones belges de ces années électorales.

Cela leur a permis de montrer que

« [d]eux partis peuvent accorder la même attention (en termes de temps, d'espace, etc.) à une thématique dans leurs discours et leurs programmes, mais proposer des solutions radicalement différentes, voire opposées. » (Dandoy et Museur, 2015 : 97).

Par exemple, pour les principaux partis politiques francophones belges, la sécurité sociale constitue la plus importante priorité et il s'agit d'ailleurs d'un enjeu lié de près à la répartition des pouvoirs entre les différents paliers de gouvernements belges. Dandoy et Museur (2015) ont relevé que 41,08 % des quasi-phrases encodées de 2010 pour le PS, 35,73 % pour le CDH, 35,50 % pour Écolo et 23,83 % pour le MR ont traité de ce thème. Bien qu'ils se présentent tous comme étant des défenseurs de la préservation au niveau fédéral de la gestion de la sécurité sociale belge, ils adoptent néanmoins des positions distinctes. D'abord, le MR juge que le maintien du filet social belge passe nécessairement par sa rationalisation. Cela fait en sorte que les conditions d'accès doivent être resserrées et que le parcours des bénéficiaires se doit d'être le plus encadré possible afin d'éviter les abus (Dedecker, 2011 : 162). De son côté, le PS voit en la sécurité sociale une garantie essentielle de l'égalité de tous les citoyens et en ce sens, son accès ne peut être entravé (Delwit, 2011a : 124). Puis, le parti Écolo adopte une position similaire à celle du PS bien qu'il est d'avis que les emplois « verts » sont nécessaires pour réactiver une grande partie des gens exclus du marché du travail (Écolo, 2010 : 60). Enfin, le CDH opte une position mitoyenne en estimant que l'État n'est pas le seul acteur qui a un rôle à jouer dans la lutte au chômage et que des initiatives privées du milieu associatif peuvent aider à la réinsertion des citoyens sur le marché du travail (Pilet, 2011 : 70). Dans l'ensemble des thèmes socio-économiques, les chercheurs se sont appuyés sur la méthode de Budge et ses collègues (2001) pour situer sur une échelle gauche-droite l'évolution des partis politiques au fil du temps. Dandoy et Museur (2015) ont montré que le PS et le CDH ont connu un positionnement relativement stable entre 2007 et 2010, mais que le MR se déplace résolument vers la droite alors qu'Écolo va dans le sens opposé.

Malgré les positions socio-économiques spécifiques de ces partis, le maintien de la sécurité sociale au niveau fédéral est essentiel pour l'ensemble des formations francophones en Belgique. Bien qu'ils soient conscients des importants transferts de subsides flamands vers la Wallonie, les partis francophones mettent davantage en relief une « solidarité » qui préserve un lien d'appartenance et d'unité de la Belgique. Les subsides flamands que la Wallonie reçoit permettraient de réduire le taux de chômage et d'augmenter le revenu disponible des particuliers (Béland et Lecours, 2012 : 185-187).

L'absence de formations politiques fédérales en Belgique qui transcendent la frontière linguistique (excepté le Parti du travail de Belgique qui se situe à l'extrême-gauche du spectre politique belge) a fait en sorte que les partis communautaires flamands et francophones doivent négocier pour constituer une coalition qui concilie le plus possible les intérêts divergents des francophones et des Flamands (Van Haute et Deschouwer, 2018).

La vision du côté flamand est tout autre. S'il existe des forces de centre-gauche (écologistes et socialistes) en Flandre qui partagent des vues similaires à celle de leurs homologues wallons de centre-gauche quant à la sécurité sociale, ces partis flamands ont un poids politique moindre par rapport à celui des formations de centre-droite dans l'échiquier politique flamand. Les nationalistes de la N-VA, les libéraux et les chrétiens-démocrates flamands sont davantage au diapason avec les préférences politiques des Flamands pour une plus grande rigueur dans la gestion de la sécurité sociale belge (Van Haute et Deschouwer, 2018 : 688). Dans une étude sur le contenu programmatique des partis politiques flamands, Dandoy et Baudewyns (2008) ont relevé que le principe européen de subsidiarité est mobilisé afin d'exiger le transfert de la sécurité sociale au niveau régional plutôt que son maintien au niveau fédéral par les formations de droite. Ces partis arguent que la proximité accrue avec les prestataires améliorerait l'efficacité gouvernementale.

Le parti d'extrême-droite VB et la formation nationaliste flamande N-VA utilisent la rhétorique politique du Wallon profiteur. Selon cette rhétorique, l'élite politique francophone (ou wallonne) s'accaparerait des subsides flamands (qui découleraient du dur labeur des entrepreneurs, producteurs et travailleurs de la Flandre) afin de maintenir ses rapports clientélismes avec des électeurs présentés comme des « assistés » (Jamin, 2012 : 98) :

« For some Flemish political actors, French-speaking inhabitants are accused of profiting from national welfare system, and are viewed as lazy people that misuse Flemish money and solidarity. » (Dandoy et Baudewyns, 2008 : 160).

Cette rhétorique populiste dite producériste¹⁴ profite plus à la N-VA qu'au VB, car ce dernier échoue souvent à la manier sans recourir à des propos « condamnés par la loi, notamment le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » (Jamin, 2012).

La façon, dont l'enjeu de la sécurité sociale se retrouve au cœur du clivage Wallons-Flamands, rend difficilement possible l'avènement de toute réforme.

« In this polarized debate, Belgium even lags behind other European countries in making the modest adjustments that were the hallmarks of social insurance reforms in the 1990s, such as reducing early retirement and adjusting pensions to anticipate a large proportion of retired citizens. » (Cox, 2011 : 28).

De leur côté, Walgrave (2014) ainsi que ses collègues se sont intéressées à l'impact des questions liées aux relations communautaires belges sur le positionnement à l'égard de l'UE des dix principales formations politiques francophones et flamandes de 1987

---

¹⁴ Selon Chip Berlet et Matthew N. Lyons (2000 : 348-349), « le producérisme est une des structures les plus élémentaires du récit populiste aux États-Unis. Le producérisme évoque l'existence d'une classe moyenne noble et laborieuse constamment en conflit avec des parasites malveillants, paresseux et coupables au sommet et au pied de l'ordre social. Les personnages et les détails ont changé de façon répétée, mais les grandes caractéristiques de cette conception sont restées les mêmes, pendant près de deux cents ans » (traduit par Jamin, 2012 : 98).

jusqu'à l'élection de 2010¹⁵. L'étude montre que le système partisan flamand n'est pas plus fragmenté par rapport à celui des francophones de Wallonie et de la RBC si l'on exclut les deux partis nationalistes flamands que sont la N-VA et le VB. Le positionnement sur l'intégration européenne de la N-VA se détache des autres formations politiques belges sur le fédéralisme européen en concevant des niveaux décisionnels distincts et étanches. La N-VA propose un confédéralisme en Belgique qui tient compte du principe de la subsidiarité¹⁶, expliquant que l'aménagement d'un modèle confédéral permettrait la détermination du partage de compétence entre les niveaux décisionnels. Le parti plaide pour que l'Europe soit directement compétente dans divers enjeux économiques et politiques à la condition d'un contrôle constant par les parlements nationaux (Walgrave, S. *et al.*, 2014 : 155).

Le modèle confédéral belge et européen projeté par la N-VA laisserait une place minimale à la Belgique appelée à « s'évaporer » à terme, en tant qu'intermédiaire superflu entre les entités fédérées belges et l'Europe (Antunes, 2010 : 6 ; Boonen et Hooghe, 2014). Dans cette architecture politique souhaitée, la N-VA aspire à ce que la Flandre dispose de sa propre voix au Conseil européen pour ne pas voir ses préférences diluées ou délaissées par le jeu d'arbitrage fédéral entre les intérêts des entités fédérées (Dumont *et al.*, 2015). La N-VA joue sur une position très tranchante qui force les autres partis flamands à réagir en renouvelant leurs vœux pour une Belgique et une Europe fédérale, pendant que la formation politique nationaliste flamande plaide pour une confédération belge dirigée par les entités politiques désormais indépendantes de

---

¹⁵ Les partis néerlandophones sont le Christen-Democratisch en Vlaams (CD&V), le Socialistische Partij Andres (SP.A), le Vlaamse Liberalen en Democraten (VLD), l'ex-Volksunie (VU) devenu la N-VA, le Vlaams Belang (VB) et Groen ! Les formations francophones sont le PS, le MR, le CDH et Écolo.

¹⁶ Principe inscrit dans le Traité de Lisbonne (2007) : « [...] l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, tant au niveau central qu'au niveau régional et local, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée au niveau de l'Union. » (Traité de Lisbonne, 2007, C/306/1, art.3, ter.3.)

la Flandre et de la Wallonie. Ces derniers œuvreraient par la suite au sein d'une Europe confédérée, fonctionnant selon la logique de la coopération intergouvernementale (Rioux *et al.*, 2015 : 76).

Dardanelli (2012) a mené une étude afin de voir l'évolution des stratégies rhétoriques sur l'enjeu de la réforme de l'État de 1968 jusqu'en 2010. Les résultats montrent qu'il y a eu une influence limitée et ponctuelle de l'Europe sur le discours des partis quant à cet enjeu politique belge sauf pour deux exceptions notables : la VU et la N-VA utilisent la dimension européenne pour se positionner sur celui de la réforme de l'État (Dardanelli, 2012 : 181). Les deux formations politiques voient en l'Europe une instance indispensable pour renforcer le projet politique national, qui est ultimement l'indépendance de la Flandre par le confédéralisme. En ce sens, une nouvelle réforme de l'État constitue un pas supplémentaire souhaitable pour l'avenir politique de la Flandre.

2.5 Le discours sur l'Europe et les réformes institutionnelles des partis nationalistes européens

Plusieurs partis nationalistes d'entités fédérées ou d'autres régions d'Europe partagent des objectifs semblables à la N-VA en Flandre. Selon Keating (2001), certaines formations voient en l'eupéanisation une opportunité pour réaliser leurs projets nationaux :

« This emerging European space provides a new context for the articulation and pursuit of nationalist demands. [...] As noted earlier, the European theme is increasingly used to frame nationalist demands in the United Kingdom, Spain and Belgium, and in the process, nationalism is itself tamed and modernized. » (Keating, 2001 : 137).

Selon les recherches de Keating et McGarry (2001 ; 2006), les partis régionalistes sont loin d'être des acteurs passifs du processus d'intégration européenne. En effet, ils y

voient une redéfinition de la souveraineté nationale, puisque plusieurs pouvoirs de l'État-nation (central ou fédéral) sont partagés avec le niveau européen, mais aussi avec les instances fédérées ou régionales en fonction du régime politique de chacun des pays membres de l'UE. Jolly (2007 : 124) parle de l'intégration européenne comme d'une structure d'opportunité permettant aux partis nationalistes de consolider leur position puisqu'ils la perçoivent comme étant un atout générant de la confiance chez l'électeur par rapport aux projets de régionalisation ou d'indépendance. Selon Keating (2004), la dimension européenne est mobilisée par ces partis pour démontrer que le nationalisme va de pair avec l'intégration européenne en donnant à leur région une voix dans le système politique européen, sans passer par l'intermédiaire des gouvernements nationaux. Par exemple, on pensera à des mesures de développement économique interrégionales (transfrontalières) et régionales (Keating, 2004 : 376-377). Cela s'observe aussi par la défense de certains principes européens comme la subsidiarité, qui prône le respect du partage des compétences entre l'UE, le niveau national et le niveau infra-national (entités fédérées ou régionales dans certains États membres (Parlement européen, 2016).

Selon Dardanelli (2017), ce discours se traduit par une réelle européanisation de ces partis lorsqu'ils sont capables, en prenant en compte l'ensemble des facteurs favorables et défavorables du jeu électoral national, d'effectuer un alliage des thèmes de l'Europe et la réforme. S'il est fructueux, il permet aux formations nationalistes de mettre de la pression sur l'État central ou fédéral afin qu'il se produise des changements constitutionnels significatifs, comme on l'a vu en Belgique (Flandre), mais aussi au Royaume-Uni (Écosse) et en Espagne (Catalogne et Pays basque). Le but ultime de ces pressions est soit une décentralisation importante ou une fédéralisation du pays (les partis régionalistes) ou une indépendance complète ou assortie d'un accord politique confédéral comme le souhaite la N-VA (les formations indépendantistes).

En Écosse, le parti indépendantiste SNP est passé d'une position nettement eurosceptique à une plus europhile. Lors de la campagne référendaire sur la dévolution en Écosse en 1979, le SNP a affiché une position hostile à l'UE, jugée comme étant centralisatrice, antidémocratique et négatrice des différences culturelles. L'indépendance, et non la dévolution, était perçue comme la solution pour pouvoir ensuite renégocier l'adhésion à l'UE avec les objectifs écossais plutôt que ceux de Londres. Toutefois, le positionnement eurosceptique du SNP a prêté flanc à une forte opposition pro-européenne de la part du Parti conservateur. Ce parti qui militait pour le refus de la dévolution à l'Écosse avait mobilisé l'Europe afin de souligner que les Écossais avaient tout intérêt à ne pas s'engager sur les voies politiques de la dévolution et de l'indépendance qui éloigneraient l'Écosse du marché économique européen (Dardanelli, 2017 : 90). Dardanelli montre que le SNP a été affaibli au profit du Parti conservateur qui a habilement instrumentalisé l'Europe en attaquant les deux positions, dont celle du projet politique indépendantiste promu par le SNP. L'attitude de repli et de crainte affichée par le SNP quant à l'Europe validait ainsi le discours des Conservateurs.

L'Europe des années 1980 et 1990 fut celle où ses institutions se sont vues renforcées avec le Traité de Maastricht (zone euro, principe de subsidiarité, programmes communautaires, etc.) Ce renforcement institutionnel de l'Europe a amené la formation nationaliste écossaise à concevoir l'Europe comme une structure d'opportunité pour mettre de l'avant leurs préférences politiques en opposition au statu quo institutionnel britannique. Lors du second référendum sur la dévolution en 1997, le parti a mobilisé la carte européenne avec le slogan d'« Independence in Europe » ce qui lui aura permis d'obtenir un résultat fort différent par rapport au référendum de 1979 (Dardanelli, 2009 : 61) :

« The SNP saw Europe as removing secession's negative association with separatism and isolation, as well as giving an independent Scottish direct access to the increasingly important EU decision-making process. » (Dardanelli, 2017 : 139).

Cette stratégie pro-européenne du SNP s'avéra finalement payante. Cette évolution vers un plus grand européisme lui a permis de jumeler les thèmes de l'Europe et de la réforme non seulement pour faire des gains électoraux, mais aussi des avancées en matière de dévolution ou de décentralisation de pouvoirs britanniques vers l'Écosse. Dardanelli argue que ce modèle s'applique également au cas de la Flandre. Dans le contexte de l'élection fédérale belge de 2010, il montre que la N-VA a obtenu un succès électoral, en plus de forcer l'État belge à remettre des nouvelles compétences à la Région flamande lors de la sixième réforme de l'État en raison une fois de plus de ce fameux alliage de l'Europe et de la réforme (Dardanelli, 2017).

Si la N-VA a adopté une position favorable au mouvement d'austérité ou d'assainissement budgétaire dans les États membres de la zone euro, cette position est très différente de celle d'une partie du mouvement nationaliste catalan qui se réclame de la gauche radicale et écologique. Lors de l'élection régionale catalane de 2012, le parti Iniciativa per Catalunya Verds (ICV, 2019), se réclamant de l'écocialisme, veut lutter contre la politique d'austérité de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne sans pour autant remettre en cause son soutien général à une Europe fédérale. Du même souffle, l'ICV associe la lutte contre la politique d'austérité au niveau européen au combat mené contre celle du gouvernement conservateur espagnol de Mariano Rajoy. De plus, il entend se distinguer des deux principaux partis nationalistes catalans de centre gauche et de centre droit, qui accepteraient l'orientation néo-libérale de l'UE (Dardanelli, 2017 : 221-228).

Nettement plus près de la position socio-économique de la N-VA, l'Euzko Alderdi Jeltzalea (EAJ) au Pays basque a aussi mobilisé l'Europe dans les années 1990, au moment de la formation de la zone euro. Ce parti régionaliste-nationaliste basque a cru

nécessaire de défendre une position de soutien au gouvernement central espagnol formé par le Partido Socialista Obrero Español alors que l'EAJ s'inquiétait de l'incapacité qu'aurait démontré le gouvernement central pour remplir les conditions économiques pour rejoindre la zone euro. La formation mobilisait l'idée de la monnaie commune comme un élément important pour le maintien et la croissance de l'économie basque. Ce positionnement fait en sorte que le parti considère l'intégration européenne comme une voie pour renforcer la position du Pays basque face au gouvernement espagnol. L'EAJ, selon Lupato (2011 : 104), jugeait que l'Europe était mieux habilitée pour faire entendre les préférences des nations ou des peuples que celles des États centraux comme l'Espagne.

Ces recherches mettent en valeur les différentes visions de l'Europe que les partis nationalistes sont susceptibles d'utiliser. Tout comme les autres formations politiques, les partis nationalistes ne sont pas des acteurs passifs et désintéressés du processus d'intégration européenne. Maintenant incarné dans le discours nationaliste, ce processus politique européen peut renforcer (ou diminuer, comme on l'a vu en Écosse en 1979) la légitimité et le soutien populaire pour des changements constitutionnels ou même l'accession à l'indépendance.

CHAPITRE III

CADRE D'ANALYSE ET MÉTHODOLOGIE

Dans ce chapitre, nous présenterons le cadre d'analyse et la méthodologie pour notre question de recherche en deux volets : (1) quelle est la saillance et la direction (c'est-à-dire le ton) de l'Europe et de la réforme de l'État dans le discours programmatique de la N-VA ? ; (2) de quelle manière le parti mobilise-t-il les thèmes de l'Europe et de la réforme ? Nous proposerons ensuite nos hypothèses puis la méthodologie employée pour analyser le contenu programmatique de la N-VA à travers le prisme des stratégies d'usage de l'Europe.

3.1 Une approche rationnelle des stratégies partisanes

La théorie des choix rationnels est une théorie qui est régulièrement appliquée dans les études européennes. Elle s'est d'abord concentrée sur l'implication des acteurs au sein des institutions européennes. Puis, la recherche s'est progressivement intéressée à la dynamique politique au niveau des acteurs étatiques et des entités régionales ou fédérées (Pollack, 2007 : 31). C'est dans ce contexte que nous privilégions une conceptualisation qui s'inscrit dans l'approche du choix rationnel. Cette approche s'intéresse au comportement des acteurs, car leurs attitudes nous permettent de mieux comprendre les phénomènes sociaux et leur évolution. Les acteurs, devant des options et des contraintes similaires, adoptent des comportements assez constants et qui sont structurés par la maximalisation des bénéfices et par la minimalisation des coûts plutôt que par l'idéologie (Brown, 2009 : 451).

La théorie des choix rationnels présume que les choix des élites partisanes sont menés par des impératifs électoraux, dans la mesure où les résultats électoraux déterminent la capacité du parti à influencer sur le cours des choses par la suite. Les travaux d'Anthony Downs ont été cruciaux à cet effet. Dans sa *Théorie économique de la démocratie*, il a argumenté que les partis politiques adoptent des positions programmatiques plutôt centristes afin d'aller chercher un soutien électoral maximal (Downs, 2013). Selon la logique du choix rationnel, l'organisation partisane se comporte comme une organisation commerciale qui a intérêt à maximiser ses profits. Si la maximalisation concerne au premier chef le soutien électoral (Chai, 2001 : 5-7 ; Olson, 1978 : 27-28) ; Scully, 2006 : 21), des auteurs comme Montero et Gunther (2003) affirment que les organisations partisanes peuvent avoir des objectifs plus larges. On pensera par exemple à la redéfinition du partage des compétences, notamment, lorsque la décentralisation des pouvoirs est un enjeu électoral.

Certains partis politiques régionalistes ou nationalistes tentent de canaliser un sentiment de frustration afin de maximaliser leur soutien électoral. Levi et Hechter (1985) constatent que ces partis bénéficient en effet d'un soutien électoral plus fort lorsqu'il y a une insatisfaction profonde chez les électeurs relativement à un problème de fonctionnement de l'État central et que cela a des répercussions sur la société minoritaire. Cependant, Levi et Hechter affirment qu'une fois le changement obtenu ou lorsque les enjeux sont plus importants, les électeurs retournent vers les partis politiques traditionnels. Ce phénomène se voit particulièrement lors des élections européennes, où l'appui électoral pour les partis protestataires ou d'opposition est généralement plus élevé que lors des élections nationales¹⁷.

---

¹⁷ Selon la théorie des élections de second ordre, les élections européennes sont secondaires, car l'enjeu n'est pas la formation d'un gouvernement national et les partis politiques qui sont en concurrence le font sur des thèmes politiques nationaux plutôt qu'europeens (Reif et Schmitt, 1980 ; Hix et Marsh, 2007 : 496).

La N-VA est un parti régionaliste qui met de l'avant les intérêts et l'identité des Flamands en Belgique. Toutefois, il a la particularité de coexister sur la scène politique flamande avec un parti encore plus nationaliste, soit le Vlaams Belang. Les positions extrêmes de ce parti sur les dimensions ethniques et du séparatisme font en sorte que la N-VA ne peut pas être considérée comme un parti protestataire. Cela ne l'empêche pas d'être en position d'obtenir plus de voix lorsque les dissensions avec le centre sont saillantes, même si la formation politique n'est pas seule sur ce terrain. Si le modèle de Downs suggère que tous les partis adoptent les positions les plus proches des préférences des électeurs, les partis peuvent également tenter de se démarquer les uns des autres par l'intensité de leurs positions sur un enjeu, comme le soutiennent Rabinowitz et Macdonald (1989)¹⁸. Dans le cas flamand, les deux partis nationalistes se disputeraient les faveurs des électeurs nationalistes et séparatistes (et non pas des électeurs qui se trouvent du côté « fédéraliste » sur l'axe fédéraliste/séparatiste).

Comme toute construction théorique, l'approche ne suscite pas l'unanimité. Certains auteurs accolent une logique économique à la théorie du choix rationnel. Il serait erroné d'affirmer que les acteurs sont dénués d'identité et qu'ils n'adoptent pas certains idées, principes et valeurs. Meadwell (2002 : 123) explique que l'acteur partisan produit des actions politiques et que la notion d'intérêt ou de stratégie doit être prise en compte. Toutefois, dans l'action politique, les acteurs partisans entrent dans un processus où ils doivent constamment remodeler leurs conceptions idéologiques dans le but de mieux diffuser leurs propositions et occuper le positionnement le plus adéquat relativement à leurs compétiteurs.

---

¹⁸ Pour Rabinowitz, le modèle de Downs (la maximalisation de l'utilité individuelle n'est pas satisfaisante puisqu'il y a un problème d'information où l'électeur ne saisit pas toujours le positionnement exact des partis sur telle ou telle idée alors qu'il serait mieux au fait de la direction (et de son intensité) de telle ou telle formation politique sur des enjeux. La dimension symbolique ou émotive ressort davantage dans le comportement de l'électeur dépeint dans les recherches empiriques de Rabinowitz alors que le modèle de proximité de Downs s'en distancie.

« Pourtant, s'ils veulent s'engager en politique, ils doivent avoir une pensée instrumentale ; ils doivent tenter d'évaluer les conséquences probables de diverses options politiques du point de vue d'un appui maximal et d'une opposition minimale. À mon avis, ces acteurs sont égocentriques en ce qui concerne un certain éventail de situations politiques, même si les fins pour lesquelles ils travaillent apportent des avantages à d'autres qu'à eux-mêmes. » (Meadwell, 2002 : 121).

Également, les critiques de la théorie du choix rationnel soulèvent le manque d'information disponible, tant quantitativement que qualitativement, dans la mesure où des informations peuvent se confondre avec des croyances ou avec ce qui relève du probable (Gagné, 1997 : 31). Toutefois, une interprétation plus flexible de l'approche prévoit que les acteurs sont parfois limités par diverses contraintes informationnelles ou institutionnelles et que l'analyse de la rationalité d'un acteur doit prendre en compte les carences qu'il peut avoir (Pollack, 2007 : 31). Certains pourront suggérer la sélection de l'approche néo-institutionnaliste de la théorie du choix rationnel afin de concilier les choix individuels et rationnels des acteurs avec le contexte institutionnel. Par exemple, les institutions européennes, avec les contraintes et les opportunités qu'elles représentent, constituent un cadre où les acteurs rationnels comme le parti N-VA prennent des décisions afin de favoriser leurs préférences politiques. Cette approche conçoit que les partis ne sont pas des produits dérivant de ces institutions, mais plutôt des acteurs qui soupèsent leurs décisions en fonction de ce cadre institutionnel (Lecours, 2002 : 9).

Néanmoins, nous n'avons pas retenu cette approche. En dépit du fait que l'institutionnalisme du choix rationnel attribue un rôle pour les institutions de fixer les « règles du jeu » politique (Lecours, 2002 : 11) – européen en l'occurrence —, elle persiste dans un individualisme excessif et qui se retrouvait dans les critiques relevés dans la littérature existante sur la théorie du choix rationnel. L'insertion du concept de l'usage, lié à une perspective sociologique, permettra d'affiner notre compréhension du rôle des acteurs dans le processus d'intégration européenne et dans le concept

d'eupéanisation. Ces deux concepts seront présentés plus loin dans ce présent mémoire.

Dans cette présente recherche sur l'eupéanisation d'un parti politique, ce cadre d'analyse est pertinent parce que nous cherchons à analyser les comportements adoptés par des acteurs partisans quant à un changement ou à une opportunité politique attribuable, directement ou indirectement, à l'Union européenne (Börzel et Risse, 2000).

3.2 L'eupéanisation

Dans le cadre de notre revue de littérature, nous avons été amenés à étudier l'aspect « problématique » (Radaelli, 2006) de l'eupéanisation. Robert Ladrech (1994 : 69) a été l'un des premiers à conceptualiser l'eupéanisation comme :

« [...] an incremental process reorienting the direction and shape of politics to the degree that EC¹⁹ political and economic dynamics become part of the organizational logic of national politics and policy-making. » (1994 : 69)

Selon cette perspective, l'eupéanisation est une source de changement, sans que celui-ci soit inévitable ou automatique (Ladrech, 2001 : 5). Ladrech s'appuie sur les recherches de Peter Mair (2000) illustrant qu'il y a très peu d'effets directs sur les systèmes politiques pouvant être attribués au processus d'intégration européenne.

Cependant, Mair (2000 : 48) montre qu'il y a des changements indirects s'opérant dans la dynamique politique nationale :

---

¹⁹ Commission européenne

« European integration increasingly operates to constraint the freedom of movement of national governments, and hence encourages a hollowing out of competition among those parties with a governing aspiration. As such, it promotes a degree of consensus across the mainstream and an inevitable reduction in the range of policy alternatives available to voters. » (Mair, 2000 : 48).

Ladrech (2001) propose un cadre analytique pour l'observation des liens entre les partis politiques nationaux et l'Union européenne. L'eupéanisation peut amener des changements dans cinq domaines ou aspects : 1) les programmes des partis politiques ; 2) l'organisation des partis ; 3) la dynamique de la compétition politique ; 4) les relations entre les partis politiques et les gouvernements nationaux, et 5) les relations d'un parti au-delà du système partisan national.

Tout comme Ladrech, Börzel et Risse (2000), ils conçoivent l'eupéanisation à travers les notions de contrainte ou d'adaptation mises de l'avant par Mair. Lorsqu'un parti politique est en situation de divergence (*misfit*) quant au système institutionnel européen, il doit répondre et s'adapter aux pressions de cet environnement européen. Pour Börzel et Risse (2000 : 5), l'adaptation constitue une forme d'eupéanisation : « The lower and the compatibility between European and domestic pressures, policies and institutions, the higher the adaptational pressure. » L'action de la résistance à cette adaptation s'exprime par la nécessité d'une formation politique de se prémunir contre une initiative politique qui constitue davantage de coûts que de bénéfices. En définitive, sans adaptation, il n'y a pas d'eupéanisation.

Dans cette perspective, tant Ladrech, Mair et Börzel et Risse (2000) considèrent l'eupéanisation comme un phénomène d'eupéanisation descendante (*top-down* ou *downloading*). Ils la considèrent ainsi puisqu'on parle ici en matière de pressions venant du niveau européen pour modifier des politiques publiques à l'échelon national. Ces pressions forcent les acteurs comme les partis politiques à développer des stratégies pour s'adapter ou s'opposer. Ici, l'eupéanisation n'est pas comprise comme une opportunité politique, mais comme une source de changement où la seule action

possible est l'adaptation. La marge de manœuvre de l'acteur partisan semble très limitée, car il ne peut que minimiser les coûts et a peu de possibilités de traduire des changements en opportunités politiques.

Toutefois, d'autres auteurs dressent un autre portrait de l'acteur partisan en situation d'eupéanisation. Radaelli (2006) suggère plutôt que le processus d'intégration européenne concerne *de facto* les individus et les organisations qui composent ces États comme les partis politiques. Radaelli met de l'avant la nature « bidirectionnelle » des relations entre l'Europe et les États-nations avec l'eupéanisation ascendante dite *bottom-up* ou *uploading* (Radaelli, 2006 : 59). Sous cette forme d'eupéanisation, les acteurs nationaux comme les partis politiques ne sont plus contraints de répondre d'une manière ou d'une autre aux politiques de l'UE. En effet, ils sont aussi en mesure de participer au processus décisionnel européen et de l'influencer à partir du niveau national ou infranational :

« Domestic actors often have discretion to use Europe in many different ways. They may discursively create impacts. They may draw on Europe as a resource without specific pressure from Brussels. [...] Europeanization deals with how domestic change is processed and patterns of adaptation can be more complex than simple reactions to 'Brussels'. »

De plus, Radaelli (2006) estime que l'eupéanisation prend plusieurs formes selon le domaine : l'eupéanisation comme gouvernance, comme institutionnalisation et comme discours. Dans ce mémoire, nous proposons de compléter le concept de l'eupéanisation comme discours de Radaelli (2003, 2006) avec celui de l'usage défendu par Sophie Jacquot et Cornelia Woll (2003). Ces deux notions comprennent l'eupéanisation comme un processus bidirectionnel (l'eupéanisation descendante et ascendante). En effet, les acteurs politiques, notamment les partis politiques, ne sont pas nécessairement confinés à un rôle passif. Ils jouent un rôle de premier plan dans le processus d'intégration européenne par des actions définies au préalable par leurs propres motivations, comme le soutiennent Jacquot et Woll (2003 : 2).

3.3 Les usages de l'Europe dans notre recherche

Les auteures du concept des usages de l'Europe se réclament de l'approche sociologique, car elles refusent l'opposition entre les thèses rationalistes et constructivistes²⁰.

« Uses cover practices and political institutions which adjust and redefine themselves by seizing the European Union as a set of opportunities, be they institutional, ideological, political or organizational. » (Jacquot et Woll, 2003 : 3).

Cette perspective dépeint les organisations partisanes comme des acteurs politiques qui ne sont pas seulement des simples sujets s'adaptant au processus d'intégration, mais comme des acteurs pouvant l'influencer (Jacquot et Woll, 2003 ; Mair, 2007 : 162). Le concept d'usage est utile pour qualifier l'évolution de l'action politique des acteurs impliqués quant aux enjeux liés à l'eupéanisation. L'approche de Jacquot et Woll met aussi l'accent sur la notion de stratégie comme force motrice de l'évolution des préférences politiques des acteurs partisans. Elles sont d'avis que des acteurs politiques peuvent « agir de façon stratégique dans la poursuite d'un but [...], même si l'on adopte une posture sociologique. » (Jacquot et Woll, 2008 : 173).

Jacquot et Woll (2003) identifient trois types d'usages de l'Europe par les partis politiques. Ces trois types d'usages correspondent au stade où se trouve une action politique, de la réflexion qui la précède à l'identification des moyens pour la concrétiser jusqu'à sa justification. Le premier est celui de l'usage cognitif où le parti a comme objectif de réfléchir aux enjeux traitant de l'Europe afin de développer un argumentaire qui constituera le socle de l'action politique du parti, et qui lui permettra surtout de

---

²⁰ Jacquot et Woll (2008 : 173) affirment que la véritable opposition apparaît entre le matérialisme de certaines études rationalistes et l'idéalisme de celles provenant des approches sociologiques et constructivistes. Elles déclarent que les calculs visant à atteindre un bien-être matériel n'expliquent pas tout et que des facteurs plus complexes sont à prendre en compte.

bien se positionner par rapport aux autres partis politiques par la suite. Emmanuelle Reungoat (2014 : 144) prend l'exemple du Front national (renommé le Rassemblement national en 2018) qui s'européanise dans la mesure où son contenu programmatique développe une multitude de concepts qui, lorsqu'ils sont regroupés, forment un « référentiel consensuel et partagé au sein du parti » quant à l'Europe. Cette réflexion visant à la définition de nouvelles solutions politiques permet au parti d'imposer une nouvelle conception de ce thème qui est compris comme étant de nature profondément menaçant pour l'avenir de la France. Notamment, le parti d'extrême-droite français qualifie l'Europe de « super-État », d'agent de « [l'] euromondialisme » ou encore porte-étendard de « [l'] idéologie libre-échangiste. »

Dans un second temps, l'usage stratégique de l'Europe par les partis politiques s'entend comme l'identification des ressources disponibles pour la réussite d'une action politique. Comme Jacquot et Woll le relèvent, ce type d'usage par les partis permet à ces derniers de « [soit] peser sur une décision politique, d'accroître sa marge de manœuvre ou son accès politique au jeu politique, d'élargir le cadre de son répertoire d'action, etc. » (Jacquot et Woll, 2004 : 18). Dans ce type d'usage, on fait référence à l'obtention de rôles parlementaires, de la capacité à influencer sur les instruments de politiques publiques européens ou de l'accessibilité à des moyens de financement découlant des institutions européennes.

Avec l'approfondissement de l'intégration européenne, les acteurs politiques nationaux comme les partis politiques deviennent des acteurs politiques qui pèsent de plus en plus sur le processus décisionnel européen. Comme le soutiennent Graziano, Jacquot et Palier (2013 : 97-98), l'UE elle-même peut constituer une opportunité politique pour un parti œuvrant à l'échelon national ou infranational. Cette opportunité politique est toutefois associée à un contexte national qui fait en sorte que l'influence de l'UE varie d'un pays à un autre et que les thématiques européennes s'inscrivent différemment dans les préférences politiques de chaque acteur politique, dont les

formations partisanses. Ces préférences se définissent en dehors des contraintes ou d'une adaptation forcée par le niveau européen. Dardanelli (2009 : 61) prend l'exemple du Scottish National Party (SNP) qui a fait valoir dans les années 1980 et 1990 l'idée de la sécession tout en misant sur les avantages économiques et politiques d'une Écosse ayant son « indépendance en Europe ». Dans une logique rationnelle où les partis cherchent à maximaliser leurs soutiens électoraux, cette décision ne semble pas étrangère au fait que le SNP ait eu des résultats insatisfaisants — comme nous l'avons relevé dans le chapitre précédent — lors du référendum sur la dévolution en Écosse de 1979.

Enfin, une fois l'action politique réfléchie et les ressources réunies pour la concrétiser, les partis politiques mobilisent l'Europe afin de légitimer ou justifier leurs propositions ou leurs décisions dans l'espace public. Pour les légitimer ou les justifier, ils sont amenés à se référer positivement ou négativement aux politiques publiques ou aux réglementations du niveau européen en elles-mêmes ou par rapport à une politique nationale. Ce faisant, l'UE peut constituer un exemple (un appel à l'intérêt européen) ou un contre-exemple (une contrainte européenne qui brime l'intérêt national) (Jacquot et Woll, 2004 : 19-20). Dans l'analyse discursive de Lupato sur les programmes des partis politiques espagnols et italiens, il montre que le contexte national amène les partis à adopter une série de références discursives positives ou négatives sur l'Europe pour convaincre l'électorat de la pertinence de leur action politique. Ces stratégies de légitimation doivent aussi prendre en compte la position gouvernementale ou non des partis. Dans cet esprit, l'auteur dénote une tendance plus pro-européenne chez les partis assumant les fonctions gouvernementales par rapport à ceux dans l'opposition (Lupato, 2011 : 108).

3.4 Les hypothèses

Notre recherche vise à analyser le ton du discours programmatique de la N-VA ainsi qu'à identifier les usages que le parti fait de l'Europe. Les pistes de réflexion sur l'eupéanisation que propose Radaelli, de même que Jacquot et Woll, nous apparaissent offrir un registre d'actions plus important pour les acteurs partisans que ceux proposés par Börzel, Ladrech, Mair et Risse, qui conçoivent la relation entre l'Europe et les partis comme une adaptation de ces derniers à la première. Ce choix de l'approche de Radaelli et de Jacquot et Woll éclaire notre recherche dans la mesure où nous voulons comprendre si et comment le parti mobilise un argumentaire européen pour faire valoir ses préférences autonomistes.

La question de recherche qui guide le travail se décline en deux volets. Tout d'abord, quels sont la saillance et le ton de l'Europe et de la réforme de l'État dans le discours programmatique de la N-VA ? Ensuite, de quelle manière le parti les mobilise-t-il ?

Suivant l'approche selon laquelle les partis cherchent à maximiser le vote en leur faveur dans un contexte compétitif, notre première hypothèse (H₁) est que le discours programmatique de la N-VA sera plus négatif en 2014 qu'en 2010, notamment parce que la réforme de l'État de 2011 modifie le contexte partisan. En effet, avec une partie des objectifs traditionnels de la N-VA (plus d'autonomie pour la Flandre) en cours de réalisation, le parti doit se distinguer de ses concurrents sur un autre enjeu politique. La crise de la zone euro offre l'opportunité de politiser l'Europe en 2014.

L'approche des usages de l'UE par Jacquot et Woll, bien qu'étant d'allégeance sociologique, n'est pas incompatible avec une approche rationaliste dans la mesure où elle permet de penser « l'instrumentalisation » (nous utilisons le terme sans y ajouter de connotation péjorative) de l'Europe par différents acteurs, dont les partis politiques. Elle fait également écho à une définition de l'eupéanisation (celle de Radaelli) qui

procède tout autant « de la base » que des actions et décisions des élites, pouvant ainsi prendre un aspect interactionnel et dynamique.

L'instrumentalisation de l'Europe n'est pas un phénomène propre au parti nationaliste flamand N-VA en Belgique. De tels usages de l'Europe ont été mis de l'avant par d'autres partis nationalistes en Europe, et ce, sans considération à leur positionnement sur l'axe socio-économique (gauche-droite). Par exemple, les nationalistes catalans de l'ICV ont pourfendu les mesures d'austérité européennes pour proposer des politiques sociales plus généreuses au plan national — ce qu'ils auraient réussi à faire sans remettre en cause l'idée d'une Union européenne fédérale (Dardanelli, 2017 : 221-228).

Notre seconde (H₂) est que l'usage de légitimation est susceptible d'être le plus fréquemment utilisé des trois types d'usages décrits par Jacquot et Woll. Malgré l'avènement d'un discours qu'il qualifie « d'euroréaliste » en 2014, le parti N-VA maintient une attitude généralement positive à l'égard de l'intégration européenne. Il est susceptible que l'usage de légitimation demeure le type d'usage le plus récurrent et qui permet au parti nationaliste flamand de s'appuyer sur le processus d'intégration européenne pour légitimer le projet confédéral défendu par la N-VA.

3.5 La méthodologie

Notre analyse de contenu du discours du parti nationaliste flamand a pour objectif d'identifier les liens entre le projet politique de réforme de l'État belge du parti nationaliste flamand et l'intégration européenne.

Nous analysons les programmes du parti lors des élections législatives de 2010 et de 2014. Nous avons sélectionné ces années puisqu'elles nous permettent de faire une analyse de « l'avant » et de « l'après » de la sixième réforme de l'État approuvée par

les six partis politiques belges²¹ qui allaient former un gouvernement en 2011. Les deux programmes ne sont pas directement comparables dans la mesure où les élections de 2010 constituent des élections nationales (concernant le Parlement fédéral, incluant la Chambre des Représentants et le Sénat). En 2014, les élections européennes, nationales²² et régionales se tiennent simultanément et la N-VA propose un seul programme pour les trois scrutins. Les programmes permettent néanmoins d'explorer les éventuels changements de ton et d'usages de l'Europe par la N-VA entre les deux scrutins. Durant cette période (2010-2014), le parti n'est pas membre de la coalition au pouvoir, mais est fort de son statut de premier parti politique flamand. Avant l'élection de 2010, la N-VA a été membre de la coalition gouvernementale régionale de 2004 à 2008.

Ces programmes présentent les positions prises par la direction du parti et adoptées par sa base à la veille des deux campagnes électorales. Selon Régis Dandoy et Clément Museur (2014 : 96-97), il est indiqué d'étudier les programmes électoraux, car ils sont à la base de toute négociation gouvernementale, et ce, à tout échelon politique du pays. Les partis politiques belges doivent composer avec un contexte politique national marqué par le multipartisme et le scrutin proportionnel, rendant incontournables les gouvernements de coalition.

Également, il est normal qu'il y ait un certain biais positif dans le programme dans la mesure où le parti parle de ses accomplissements et objectifs de manière typiquement favorable. Toutefois, comme le soutiennent Martin Dolezal et ses collègues (2016 :

---

²¹ La coalition gouvernementale fédérale belge dirigée par le Premier ministre Élio Di Rupo (Parti socialiste) regroupait les partis néerlandophones du CD&V, du SP. A et de l'Open VLD ainsi que les partis francophones du PS, du MR et du CDH.

²² Pour la première fois, avec la réforme de l'État de 2011, seule la Chambre des représentants est élue au suffrage universel. En effet, le caractère électif du Sénat est aboli.

241), l'analyse du contenu programmatique permet de s'intéresser aussi à ce qui fait l'identité du parti.

Pour cette analyse du contenu programmatique, nous nous inspirons en partie du Comparative Manifesto Project (CMP) (Merz, Regel et Lewandowski, 2016). Comme Pierre Baudewyns (2013 : 153) l'affirme, le CMP permet de constater l'évolution du contenu des programmes des partis politiques dans de nombreux pays depuis 1946, notamment en ce qui concerne la saillance et la position des partis sur les thèmes structurant les contours de la compétition politique. Le codage dans le cadre du CMP tient compte de chaque unité de sens, qui prennent la forme de quasi-phrases²³. La saillance du thème est mesurée par le nombre de mentions. La position d'un parti est jaugée par le ton négatif (contre), positif (pour) ou neutre en lien avec les quelque 50 domaines ou catégories répertoriés par le CMP. Notre travail, plus directement axé sur les usages de l'Europe et ses liens avec la réforme de l'État, nous conduit à adopter une unité un peu différente, caractérisée par une seule notion ou idée (homogénéité de sens de l'unité) centrée sur l'Europe ou sur la réforme. Il peut donc s'agir de quasi-phrases ou de passages un peu plus long (le plus souvent une ou deux phrases). Ce choix est en partie motivé par les besoins de la seconde partie de l'analyse empirique, qui porte sur la mobilisation de l'Europe dans le discours de la N-VA lorsque cette dernière articule ses demandes pour une autonomie et des pouvoirs plus importants pour la Flandre. Contrairement à l'exercice du CMP, nous n'avons retenu que les unités traitant de ces deux thèmes. Les unités de sens portant sur l'Europe ont ensuite été examinées pour y relever tous les usages suivant la typologie proposée par Jacquot et Woll.

Le programme électoral de 2010 comporte 70 pages, 24 684 mots dans sa version originale (27 906 mots dans sa version traduite). De ce texte, 252 unités de sens en lien

---

²³ Les « quasi-phrases » sont des phrases contenant parfois un argument voire plusieurs (elles sont alors souvent scindées par une virgule ou un point-virgule) (Budge, I., Klingemann, H.-D., Volkens, A., Bara, J. et Tanenbaum, E., 2001 : 215-218).

avec l'Europe ou la réforme ont été relevées. Ce programme compte onze chapitres, dont le premier est intitulé « l'Europe et les relations internationales²⁴. » Les chapitres deux à quatre portent sur la croissance économique, l'emploi et la sécurité sociale, incluant les impacts économiques du projet confédératif de la N-VA. Le chapitre cinq porte sur « la bonne gouvernance ». Les chapitres six à dix traitent de l'énergie et du climat, de la mobilité, de la justice et de la sécurité, de la politique politique migratoire et de l'asile, et de l'assainissement des finances publiques. Enfin, le dernier chapitre porte spécifiquement sur le confédéralisme, tissant des liens entre les domaines précédemment traités.

Le programme électoral de 2014 comporte 95 pages, 47 206 mots dans sa version originale (55 697 mots dans sa version traduite) et 376 unités de sens y ont été identifiées. Le programme étudié offrait les propositions du parti pour les élections ayant été tenues de manière concomitante au niveau des régions, du fédéral et de l'Europe. Le programme s'inscrit dans le contexte de la mise en œuvre difficile de la sixième réforme de l'État par le gouvernement sortant, miné par le long processus de négociation entourant la formation de la coalition gouvernementale. Le programme permet au parti de dresser le bilan des avancées obtenues grâce à la réforme, dont la régionalisation de programmes d'employabilité, l'offre de nouvelles mesures de financement, de même que la scission de l'arrondissement électoral et judiciaire de B-H-V. Le parti dénote également les lacunes de cette réforme, notamment quant au chevauchement des compétences en matière de santé, de justice et du financement des entités fédérées. Le premier des trois chapitres du programme est intitulé : « récompenser la responsabilité » (N-VA, 2014 : ligne 5025). Il traite, notamment, de l'emploi, de la stimulation de l'entrepreneuriat, de la réduction des coûts du travail, de la sécurité sociale et de l'assainissement budgétaire. Le second porte sur le

---

²⁴ Les sous-sections sont l'Union européenne, la diplomatie fédérale, les accords internationaux, la coopération internationale et la sécurité internationale.

renforcement de la solidarité (N-VA, 2014 : ligne 5057) où l'on aborde les politiques familiales, l'intégration à la société flamande, l'aménagement du territoire, l'environnement, le vivre ensemble par la culture, le sport et le communautaire et la sécurité publique. Le dernier s'appelle : « Choisir notre avenir (N-VA, 2014 : ligne 5082). Dans celui-ci, le parti explique son projet confédéraliste et s'intéresse à l'efficacité des administrations publiques flamande et belge, de même qu'au rôle de la Flandre dans l'Europe et dans le monde.

Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés à la fréquence des deux thèmes étudiés, soit l'Europe et la réforme. Nous identifions les unités de sens liées au thème européen à l'aide de mots et expressions concernant la racine « euro » ainsi que les expressions « Union européenne » (ou son acronyme « UE ») et « intégration ». Pour ce qui est de la réforme de l'État, nous relevons toutes les mentions d'enjeux liés à la décentralisation, au fédéralisme, au partage des pouvoirs et des compétences ainsi qu'à l'autonomie (voir l'annexe A). Enfin, il y a des unités où l'on retrouve au moins une mention de chaque thème : « Avec ces ambitions socio-économiques, les États fédérés espèreront, de nouveau, pouvoir agir au niveau européen (N-VA, 2010 : ligne 579).

Les unités ont été classées selon qu'elles avaient un ton positif, négatif ou neutre par rapport à chacun des thèmes. Pour le thème de l'Europe, nous considérons le ton d'une unité comme positif lorsqu'on y retrouve un appui à une politique ou à une structure européenne. Par exemple : « La N-VA est convaincue de la valeur ajoutée d'une immigration économique contrôlée pour notre société. Idéalement, le cadre politique devrait être élaboré au niveau européen. » (N-VA, 2010 : lignes 2431-2432). Une unité dont le ton est négatif invoque des critiques ou des insatisfactions à l'égard d'une action ou une institution européenne : « La libre circulation des personnes dans l'Union européenne ne doit pas également venir avec l'importation de la précarité. » (N-VA, 2014 : lignes 2255-2256). Une mention est catégorisée neutre lorsqu'elle ne contient aucune référence à l'Europe.

Un codage positif d'une mention de la réforme signifie que le parti est en faveur d'une action, d'une politique ou d'une institution fédérale, le plus souvent pour souligner un élément que le parti estime contribuer à la réalisation de son objectif confédéraliste, soit le transfert graduel de pouvoirs vers la Flandre. Pour illustrer, on peut lire que « [l]e rôle du Roi devrait être limité à une fonction totalement cérémoniale dans ce modèle confédéral. » (N-VA, 2010 : lignes 2967-2968). À l'opposé, une mention négative éloigne le parti N-VA de son objectif confédéraliste. Par exemple : « L'idée de l'élection simultanée est totalement contraire à l'autonomie acquise en Flandre et en Wallonie[...] » (N-VA, 2010 : ligne 2984). Comme pour les mentions en lien avec l'Europe, les unités de sens qui n'expriment aucune direction (pour ou contre) sont considérées comme étant neutres.

Enfin, nous avons étudié les types d'usage de l'Europe que la formation politique flamande a mobilisés. Rappelons que les usages de l'UE tels que définis par Jacquot et Woll (2003) sont les usages cognitifs, stratégiques et de légitimation. Les usages cognitifs concernent les idées et propositions du parti qu'il développe par rapport à un enjeu politique quelconque : « Nous devons nous demander si tout ce que l'UE fait est bien nécessaire ou si certaines initiatives pourraient être laissées aux États membres. » (N-VA, 2014 : lignes 4520-4521). Pour sa part, l'usage stratégique concerne les moyens qu'il entend déployer au niveau européen pour concrétiser les propositions qu'il a développées : « Pour peser davantage sur le processus décisionnel européen, la Flandre doit être aux tables des négociations des conseils des ministres et des groupes de travail européen. » (N-VA, 2014 : lignes 4763-4764). Enfin, l'usage de type de légitimation concerne la propension d'un acteur à utiliser l'Europe pour légitimer des actions politiques. Par exemple, le parti N-VA affirme qu'il entend mieux contrôler les dépenses de santé belges qui se situeraient « au-dessus de la moyenne européenne » (N-VA, 2014 : ligne 1149).

Nous avons procédé à la traduction des programmes du parti N-VA publiés en 2010 et 2014²⁵. Cette traduction s'est faite en deux temps. D'abord, une traduction préliminaire a été réalisée par l'auteur. Ensuite, nous avons fait compléter et valider notre traduction par un néerlandophone²⁶. Lorsque nous citons un passage d'un programme dans le mémoire, nous nous rapportons au numéro de la ligne où il se trouve dans le document traduit. Les traductions sont disponibles auprès de l'auteur sur demande.

---

²⁵ L'étude s'appuie sur l'analyse de contenu des deux programmes électoraux de la N-VA. Le premier a été publié en 2010 et s'intitule *Nu durven veranderen*. Le second a été publié en 2014 et s'intitule *Verandering Voor Vooruitgang*.

²⁶ Nous remercions Guido De Volder. Il travaille comme traducteur à la pige depuis plusieurs années et a accepté de vérifier notre traduction de manière bénévole.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS ET ANALYSE

Dans ce chapitre, nous présentons les résultats de l'analyse de contenu quantitative et qualitative des programmes de l'élection fédérale de 2010, et des élections européennes, fédérales et régionales qui se sont tenues simultanément en 2014. Pour les deux campagnes électorales, la N-VA a présenté des listes de candidats tant en Flandre que dans la RBC. L'analyse quantitative porte sur la saillance et le ton des mentions en lien avec les thèmes de l'Europe et des réformes, jaugés par la fréquence des unités de sens et leur aspect positif, négatif ou neutre. L'analyse qualitative porte plus spécifiquement sur les usages de l'Europe suivant la définition de Sophie Jacquot et Cornelia Woll.

Notre analyse de contenu relève une présence significative des thèmes européens dans le contenu programmatique du parti, même en l'absence d'élections européennes en 2010. En effet, il est question de l'Europe à 95 reprises dans le programme du parti N-VA cette année-là. Sans surprise, en raison des élections européennes tenues en 2014, la présence du thème européen sera deux fois et demie plus importante cette année-là. Ensuite, on constate que le ton à l'égard de l'Europe prend un tournant plus critique à ce même moment : nous avons constaté que le ratio des mentions positives/négatives est passé de 7 pour 1 en 2010 à 4 pour 1 en 2014. En 2010, l'usage de l'Europe le plus fréquent est celui de la légitimation. En 2014, ce sont les usages de type cognitif qui prennent les devants, trois fois plus nombreux en 2014 que quatre ans auparavant. Les

usages stratégiques ferment la marche tant en 2010 qu'en 2014 avec une proportion relativement stable de près d'un quart de toutes les mentions relevant d'usages de l'UE.

Malgré sa position dite « euroréaliste » lors des scrutins simultanés de mai 2014, le parti N-VA demeure fondamentalement favorable à l'intégration européenne si l'on se fie au ton généralement plus positif que négatif de son discours programmatique. Quatre ans plus tôt, son positionnement favorable est principalement appuyé par l'usage de légitimation afin de bien montrer l'absence de valeur ajoutée du fédéralisme belge pour la Flandre. Dans le contexte des élections de 2014, le parti profite du scrutin européen pour tenter de politiser le débat avec des critiques sur les politiques et les structures européennes ainsi que des positions pour réformer certains aspects de l'UE pouvant susciter la grogne pour une certaine partie de l'électorat comme la crise économique et la gestion de la migration au niveau européen. Cette insatisfaction alimente les soutiens électoraux de certains partis d'extrême-gauche comme le Parti du travail en Belgique et d'extrême-droite comme le Rassemblement national en France ou le Vlaams Belang en Flandre. Ce faisant, la N-VA tente de se distinguer à la fois du consensualisme pro-UE régnant au sein des partis traditionnels et du parti radicalement eurosceptique Vlaams Belang, un concurrent direct pour le vote des électeurs flamands à tendance nationaliste/indépendantiste.

4.1 La saillance des thèmes de l'Europe et de la réforme de l'État

Dès le début du programme de 2010, on constate que le parti relie (positivement) l'Europe à l'enjeu de l'avenir de la Flandre. Mettant de l'avant la pacification du continent durant les décennies qui ont suivi la SGM et la prospérité liée au marché commun, le parti affirme que « [l']unification du continent européen dans les 50 dernières années a fait de grands progrès [...] » (N-VA, 2010 : lignes 160-161). L'Europe apparaît pour le parti comme une composante indissociable de la société flamande, car « [d]ans les bons jours autant que les mauvais, l'Europe autour de nous

ne peut plus être considérée comme un pays étranger. » (N-VA, 2010 : lignes 163-164). Le parti se présente comme un parti résolument pro-européen et ne déroge pas au positionnement des partis politiques traditionnels belges : « La N-VA s’inscrit donc comme un parti **pro-européen** dans le projet d’**intégration européenne**. [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2010 : lignes 335-336).

Tableau 4.1
Fréquence des thèmes

Thèmes	Fréquence (2010)		Fréquence (2014)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Europe	77	31 %	207	55 %
Réforme	159	63 %	142	38 %
Europe et réforme ²⁷	16	6 %	27	7 %
Total	252	100 %	376	100 %

La fréquence des unités où l’on retrouve des mentions de l’Europe (nous incluons aussi celles contenues dans les unités classées « Europe et réforme ») s’explique aussi par la conjoncture particulière entourant la Présidence belge du Conseil de l’Union européenne, qui s’amorcera peu après les élections de 2010. Puisque l’Europe constitue une valeur ajoutée à l’action politique flamande aux yeux de la N-VA, la Flandre bénéficiera d’un accès essentiel au niveau décisionnel européen pendant la présidence. Cet accès est l’occasion d’insister sur le discours d’affirmation de la Flandre par rapport au fédéralisme belge. Le parti souhaite que la diplomatie fédérale belge évite de se

²⁷ Les unités combinant des références à l’Europe et à la réforme ne sont pas incluses dans les totaux liés aux thèmes pris séparément.

contenter d'un « artificiel embellissement de l'image de la Belgique » et que le pays puisse profiter de cette opportunité exceptionnelle pour appuyer les « ambitions concrètes des États fédérés » (N-VA, 2010 : ligne 429) en assurant « une participation visible des gouvernements [régionaux] flamands et wallons dans le plan des activités à entreprendre pendant la présidence européenne » (N-VA, 2010 : lignes 430-432).

Pour le scrutin de 2014, dans la mesure où les élections européennes sont tenues au même moment, il est peu étonnant que le thème de l'Europe soit plus présent que celui de la réforme dans le programme électoral. Les propositions sont plus détaillées et mobilisent davantage les ressources européennes disponibles pour les concrétiser. On peut lire : « Nous prendrons des initiatives au niveau européen pour enquêter sur le décès des abeilles et l'impact des pesticides. » (N-VA, 2014 : lignes 1019-1020), ou encore que le parti soutiendrait « toutes les initiatives sur les pandémies [qui] seront coordonnées au niveau européen. » (N-VA, 2014 : ligne 1276). Sur la base du constat que, depuis le Traité de Lisbonne, la « coopération européenne est une bonne chose et s'avère même nécessaire » (N-VA, 2014 : lignes 3694-3695). Parmi les matières pertinentes de coopération pour la N-VA, il y a celle de la lutte au crime transfrontalier. En ce sens, le parti entend soutenir les « initiatives visant à renforcer la coopération entre la police et les autorités judiciaires par le biais d'Europol et d'Eurojust [...] »

(N-VA, 2010 : lignes 3598-3600). Le parti conçoit ainsi que « l'UE peut et doit créer ici aussi une plus-value » (N-VA, 2014 : lignes 3598-3600), car le niveau fédéral belge n'agirait pas avec la fermeté nécessaire quant à son action contre la criminalité.

Les mentions traitant d'enjeux de réforme de l'État belge sont beaucoup moins fréquentes en 2014 qu'en 2010. À l'orée de la sixième réforme de l'État, le programme de 2010 présente les critiques fondamentales du parti à l'égard du fédéralisme belge. Le niveau fédéral belge aurait échoué à véritablement représenter « deux démocraties distinctes » (N-VA, 2010 : ligne 2944) en tentant de faire coexister des intérêts opposés selon la N-VA. Concernant l'assainissement budgétaire, la réforme de l'appareil

judiciaire et les politiques d'asile et de migration, la N-VA affirme : « La somme de ces deux choix au niveau fédéral mène à une impasse, ou dans le pire des cas à des choix qui sont en contradiction totale avec ce que les électeurs ont exprimé. » (N-VA, 2010 : lignes 2948-2950). C'est dans ce contexte que devrait s'inscrire le premier objectif de la réforme selon la N-VA, soit celui d'assurer une démocratisation de la vie politique en Belgique, ou plutôt dans une future confédération belge. De ce fait, le fédéralisme belge serait appelé à disparaître et un confédéralisme *de facto* qui existerait déjà devrait être officialisé. Ce refus de concrétiser *de jure* la réalité du terrain aurait pour conséquence d'entretenir une application non uniforme des règles fédérales entre les régions.

Outre des critiques, le programme présente également ses attentes quant à la réforme de l'État qui serait imminente et incontournable pour le parti : « C'est maintenir le moment de faire un nouveau pas important en avant pour aller vers l'instauration d'un système confédéral concret [...] » (N-VA, 2010 : lignes 218-219) touchant de nombreuses sphères, incluant celle de l'économie. Cette évolution entraînerait des transformations que le parti le conçoit comme « une véritable réforme copernicienne » (N-VA, 2010 : lignes 2877-2878).

Le second but de cette réforme est de « protéger ou de garantir notre prospérité et notre bien-être » (N-VA, 2014 : lignes 2976-2977) en précisant que ce souhait s'applique autant aux francophones qu'aux Flamands. Cette réforme confédérale permettrait de répondre à certaines lacunes fondamentales portant atteinte à la santé économique du pays. Par exemple, le parti est très critique de la politique socio-économique dans la RBC, une entité fédérée qu'elle souhaite voir disparaître : « Bruxelles est et demeurera notre capitale [flamande]. La ville de Bruxelles ne peut pas être considérée à égalité avec la Flandre et la Wallonie. » (N-VA, 2010 : lignes 2923-2924). Le parti parle du problème de sous-financement de la région bruxelloise comme d'un « mythe persistant » entretenu par les francophones et pointe plutôt du doigt les mauvaises

politiques socio-économiques qui auraient eu comme conséquence d'entretenir, notamment un « chômage massif des jeunes » (N-VA, 2010 : lignes 2917-2919).

Ces problèmes seraient d'autant plus perceptibles lorsqu'on compare la Belgique fédérale aux États européens. Le parti dénonce le manque de compétitivité du pays, les coûts salariaux qui seraient plus lourds qu'ailleurs, les prix des biens et services seraient « trop chers ici en comparaison avec d'autres pays » (N-VA, 2010 : ligne 666) ou encore la sous-représentation des « travailleurs âgés de plus de 55 ans [...] sur le marché du travail en comparaison avec le reste de l'Europe. » (N-VA, 2010 : lignes 724-725). Le parti attribue ces difficultés au fait que l'ensemble des « instruments socio-économiques » (N-VA, 2010 : ligne 2781) n'auraient pas encore été transférés à la Flandre et à la Wallonie. La nouvelle structure confédérale devrait permettre de s'attaquer à « l'éparpillement de compétence entre les différents paliers de gouvernement » (N-VA, 2010 : ligne 2812) qui nuirait aux citoyens et aux entreprises.

En 2011, la réforme de l'État fédéral est adoptée, mais elle diffère sensiblement de la version confédérale que le parti préconisait dans le programme de 2010. La campagne de la N-VA de 2014 est donc marquée par le bilan de la mise en œuvre de la réforme par la coalition au pouvoir, à laquelle la N-VA n'a pas pris part. La principale critique est que la réforme ne fait que complexifier la lisibilité du système institutionnel belge (dédoublage et enchevêtrement des compétences, problème de transparence, mesures de financement compensatoire supplémentaires). Sur le financement, on peut lire que « les partis de la coalition gouvernementale fédérale utiliseront **la réforme de l'État pour présenter au gouvernement flamand une facture de 1,8 milliard d'euros en 2016** [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : lignes 1562-1564). Cette somme constituerait l'ensemble des frais engendrés par le transfert de compétences sans le financement adéquat qui aurait dû lui être associé, notamment quant au financement des pensions, un enjeu crucial dans une société vieillissante comme la Flandre : « La

Flandre devra dans l'avenir payer davantage des pensions de retraite. Elle pourra payer, mais non pas contrôler. » (N-VA, 2014 : lignes 1570-1571).

Le tableau 4.2 présente la répartition des mentions concernant l'Europe et de la réforme de l'État selon les thèmes du Comparative Manifesto Project. Encore une fois, il ne s'agit donc pas de comparer nos résultats avec ceux du CMP, mais plutôt de rattacher les domaines aux unités de sens que nous avons codées.

Tableau 4.2

Thèmes selon les domaines du Comparative Manifesto Project

Domaines du CMP		Fréquence (2010)		Fréquence (2014)	
		Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Relations internationales (Per 101 — Per110)	Europe	47	19 %	130	35 %
	Réforme	1	0 %	2	1 %
	Europe et réforme	4	2 %	17	5 %
	Total	52	21 %	149	40 %
Liberté et démocratie (Per 201- Per 204)	Europe	0	0 %	0	0 %
	Réforme	17	7 %	28	7 %
	Europe et réforme	1	0 %	1	0 %
	Total	18	7 %	29	8 %
Système politique (Per301- Per305)	Europe	8	3 %	10	3 %
	Réforme	80	32 %	61	16 %
	Europe et réforme	7	3 %	2	1 %
	Total	95	38 %	73	19 %
Économie (Per401- per416)	Europe	8	3 %	39	10 %
	Réforme	34	13 %	18	5 %
	Europe et réforme	1	0 %	4	1 %
	Total	43	17 %	61	16 %
Bien-être et qualité de vie (Per501- per507)	Europe	7	3 %	7	2 %
	Réforme	11	4 %	16	4 %
	Europe et réforme	2	1 %	3	1 %
	Total	21	8 %	26	7 %
Construction de la société (Per601- per608)	Europe	1	0 %	8	2 %
	Réforme	16	6 %	10	3 %
	Europe et réforme	0	0 %	0	0 %
	Total	17	7 %	18	5 %
Groupes sociaux (Per701- per706)	Europe	5	2 %	11	3 %
	Réforme	1	0 %	5	1 %
	Europe et réforme	0	0 %	0	0 %
	Total	6	2 %	16	4 %
Per000 (aucune catégorie ²⁸)		0	0%	4	1%
Total		252	100 %	376	100 %

²⁸ Il faut noter l'existence d'éléments qui ne sont pas liés à un domaine précis (« per000 » selon le CMP). Par exemple, nous avons considéré que le titre du programme de 2014 (« Le changement pour le progrès : programme électoral flamand, fédéral et européen » (N-VA, 2014 : ligne 4) n'entre dans aucune des sept catégories.

Les mentions concernant l'UE dans la section « Relations internationales » du CMP traitent directement des actions que le parti compte entreprendre quant à la politique ou à la structure européenne. Par exemple, « [la] politique agricole communautaire doit être assez flexible afin que les autorités compétentes dans les États membres puissent poursuivre une politique sur mesure qui met l'accent sur l'efficacité des coûts. » (N-VA, 2014 : lignes 1016-1018) ou encore que « [le] Parlement européen n'aura qu'un seul lieu de réunion pour ses débats [soit] Bruxelles. » (N-VA, 2014 : ligne 1691).

Ce sont surtout les mentions explicites qui entrent dans la catégorie des Relations internationales (les autres sous-catégories du CMP telles la paix ou l'internationalisme ne font l'objet que de quelques mentions). Sans grande surprise, les mentions de la réforme sont fréquemment associées au domaine des systèmes politiques. Les mentions qui combinent l'Europe et la réforme, plus nombreuses en 2014, sont plus mixtes dans leur ton. C'est surtout l'accroissement des mentions négatives de l'UE qui est notable, et que nous examinons dans la section suivante.

4.2 Le ton des mentions concernant l'Europe.

En 2010, le parti se positionne clairement sur l'avenir de la Flandre au sein de l'Europe : « La Flandre doit évoluer jusqu'à devenir un État membre de l'Europe » (N-VA, 2010 : lignes 167-168). La vision de l'Europe est donc avant tout positive. L'option confédéraliste que le parti préconise dans le cadre des négociations qui se poursuivent en vue de la réforme de l'État à venir veut que les Flamands soient mieux servis par une relation directe avec l'UE sans l'intermédiaire de la Belgique fédérale, où les priorités flamandes seraient inévitablement affectées par les nombreuses concessions effectuées à la Wallonie.

Tableau 4.3
Ton des mentions de l'Europe

Ton	Fréquence (2010)		Fréquence (2014)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Positif	69	73 %	170	71 %
Négatif	10	11 %	43	18 %
Neutre	16	17 %	24	10 %
Total	95	100 %	237	100 %

Malgré tout, dans le cadre de la Belgique fédérale actuelle, le parti entend maximiser sa participation dans l'UE. Il justifie cette position en affirmant qu'il « est clair que ce que l'Europe décide a un impact certain sur tous les domaines politiques, y compris ceux des États fédérés. » (N-VA, 2010 : lignes 2772-2773). En matière d'immigration économique, cet impact est positivement perçu par la N-VA. Le parti nationaliste flamand met de l'avant les vertus de ce type d'immigration pour solidifier le marché du travail, et dans l'ensemble, la société flamande. Le parti s'appuie sur le « principe de préférence communautaire » qui est lié à la libre circulation des travailleurs pour prioriser les candidats provenant des États membres de l'UE.

En 2010, le ton favorable quant à l'Europe se retrouve également dans des unités portant sur la politique budgétaire. Le parti est un fervent partisan de l'assainissement budgétaire. En s'appuyant sur les règles budgétaires édictées par l'Europe, la N-VA dénonce le non-respect de ces règles par la Belgique qui a pour conséquence un durcissement du contrôle budgétaire européen : « la Commission nous impose en conséquence un déficit budgétaire maximal pouvant aller jusqu'à 3 % du PIB d'ici 2012 plutôt qu'en 2013. » (N-VA, 2010 : lignes 2570-2572). Ce positionnement du

parti N-VA se confirme par les propos que nous avons recueillis auprès du professeur de science politique Dave Sinardet, de la Vrije Universiteit Brussel, selon qui la Commission européenne agissait comme un « allié intéressant » de la N-VA dans la politique d'austérité que le parti promettait d'appliquer s'il était élu au niveau fédéral (D. Sinardet, entretien de recherche, 4 novembre 2016).

L'appui à l'Europe n'est pas inconditionnel. La critique la plus importante réside dans la gestion dysfonctionnelle de la zone euro qui aurait donné une marge de manœuvre trop grande à certains pays considérés comme de « mauvais élèves » (N-VA, 2010 : ligne 363). Le parti politique identifie explicitement la « Grèce [qui] fait face à un manque de croissance économique. » (N-VA, 2010 : lignes 367-368). Le parti exprime également des réserves quant à la tournure de certaines règles européennes dans les législations nationales et régionales, surtout si elles devaient limiter la capacité décisionnelle de la Flandre. Par exemple, on peut lire que « la transposition de la législation européenne ne peut donner lieu à de nouveaux obstacles pour une politique aéroportuaire flamande. » (N-VA, 2010 : lignes 1917-1918).

Au-delà des conséquences socio-économiques et de réglementation, le parti considère également que le cadre européen actuel ne permet pas l'avènement d'une intégration européenne accrue :

« Nous comprenons que les États-membres ne sont pas prêts pour une telle étape vers une plus profonde intégration européenne. De plus, l'Union européenne elle-même n'est pas prête non plus à assumer ce rôle. » (N-VA, 2010 : lignes 416-418).

Dans ce contexte, le parti prône une intégration européenne à plusieurs vitesses, suivant le principe de « l'Europe à la carte ». Par exemple, le parti se présente comme un pionnier en concevant qu'une « intégration d'une plus grande portée » entre les défenses belges et néerlandaises représenterait « un premier jalon dans la constitution d'une force de défense européenne. » (N-VA, 2010 : lignes 420-423). Le parti nationaliste flamand entend ainsi accentuer la coopération bilatérale belgo-

néerlandaise déjà existante depuis plus d'une décennie (Parrein, 2010 : 15). Cette proposition se retrouve ainsi dans le programme de 2014 : « Nous travaillerons aussi par étapes à une armée des Pays-Bas [Lage Landen²⁹] » (N-VA, 2014 : lignes 3836-3837). Nous pourrions soulever, sur l'enjeu de la coopération belgo-néerlandaise, que la position du N-VA ne déroge pas tant celle des partis traditionnels. Toutefois, ce discours de rapprochement d'une Belgique confédéralisée avec les Pays-Bas pourrait plaire à des électeurs du Vlaams Belang qui souhaitent l'avènement d'une Flandre indépendante assortie de relations plus étroites avec les Pays-Bas.

En se montrant enclin à une intégration plus étroite du militaire au niveau européen avec l'intégration au préalable des forces du Benelux, il se présente aussi comme favorable à une coopération militaire accrue au niveau international. Le parti exprime son soutien à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et revendique que « les services de renseignement et de sécurité au sein de l'OTAN doivent être mieux coordonnés pour évaluer et circonscrire à temps les menaces terroristes internationales. » (N-VA, 2014 : lignes 528-530). Ces positionnements sur l'intégration du militaire au niveau européen et de la coopération accrue au sein de l'OTAN permettent aussi au parti de braquer les projecteurs sur les limites de la défense belge. Le parti N-VA insiste sur le fait que la participation de la Belgique à l'OTAN — le pays en est membre depuis sa fondation en 1949 et accueille son siège international à Bruxelles — serait limitée par l'insuffisance de ses investissements dans ses capacités militaires : « Selon les normes de l'OTAN, une armée moderne doit dépenser 20 à 25 % de son budget de défense à ses obligations internationales. La Belgique est à 7 %. » (N-VA, 2014 : lignes 3533-3534).

---

²⁹ Le parti fait référence à la région historique des Pays-Bas qui comprend les Pays-Bas actuels, la Belgique et le Luxembourg. Les « Lage landen » correspondent aujourd'hui au territoire des États membres de l'accord de coopération intergouvernementale du Benelux.

Le ton envers l'Europe demeure généralement plus positif que négatif en 2014. Tout comme en 2010, la Flandre maintient l'adhésion au principe selon laquelle l'autonomie de l'action de la Flandre ne se fera pas sans intégration européenne : « La N-VA veut une **Flandre forte dans une Europe forte** [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : ligne 4494).

Cependant, lors des élections simultanées de 2014, le parti N-VA fait preuve d'une attitude relativement plus critique à l'égard des pouvoirs de l'Europe. Le ratio des mentions positives/négatives passe de 7 pour 1 en 2010 à 4 pour 1 en 2014. L'adoption d'un discours que le parti qualifie lui-même « d'euroréaliste » dans le programme de 2014 s'explique par la crise économique qui secoue l'ensemble de l'Union et particulièrement les pays de la zone euro. Le parti constate que cette crise économique est devenue une crise politique en raison d'un déficit de confiance des citoyens face à l'Europe : « Ils ne voient plus l'Union européenne comme quelque chose qui peut augmenter leur prospérité, mais plutôt comme une menace à leur liberté » (N-VA, 2014 : lignes 4449-4451). Si le parti voit dans le marché européen un atout majeur de l'Europe, il entend implanter des garde-fous pour éviter les dérives réglementaires de la Commission européenne, qui pourraient constituer des freins trop importants à l'activité économique : « Une plus grande attention devra être accordée quant à l'impact de la législation européenne, et de sa transposition sur les PME. » (N-VA, 2014 : lignes 4718-4719)³⁰. Le parti s'oppose également à l'idée « [d']un salaire minimum européen [il y a un salaire minimum en Belgique] ou un âge uniforme de la retraite européen » qui ne représenterait pas « de bons moyens pour soutenir notre modèle de prospérité européen. » (N-VA, 2014 : lignes 4736-4738). Le parti entend

---

³⁰ Cette affirmation correspond bien aux propos recueillis auprès de l'eurodéputée N-VA Anneleen Van Bossuyt : « [...] on va parfois légiférer ou céder beaucoup de règles qui ne sont pas nécessaires, ou qui ont même des conséquences négatives pour les entreprises, mais surtout les PME par exemple, avec des règles très détaillées » (A. Van Bossuyt, entretien de recherche, 26 octobre 2016).

faire comprendre qu'il tient à ce que la gestion du filet social doit rester en Belgique, et bien sûr, le plus contrôlé possible par la Flandre.

Au niveau institutionnel, le parti nationaliste se montre réticent quant à la poursuite de l'élargissement de l'UE, car elle n'a pas encore pu « digér[er] » (N-VA, 2014 : ligne 4624) les plus récents adhérents. Le parti veut une application plus stricte des critères de Copenhague. S'il se montre très prudent sur l'élargissement externe, le parti se présente comme un partisan assumé de l'élargissement dit « interne » en plaidant favorablement à l'intégration de l'Écosse, de la Catalogne et d'autres régions européennes à devenir des États membres européens. Il incite l'UE à ne « plus nier ou éviter ce développement pacifique d'États » parce que cela « saperait l'engagement européen » (N-VA, 2014 : lignes 4635-4638). Le parti évite d'entrer dans des considérations relevant du droit européen et il soutient que « [p]ar l'élargissement interne, **de nouveaux États deviendront automatiquement membres de l'Union européenne** [en gras dans le texte original] bien qu'ils devraient « se conformer aux conditions d'adhésion » durant une période transitoire (N-VA, 2014 : lignes 4638-4641).

Sur un autre aspect institutionnel, le parti se montre insatisfait de la complexité organisationnelle du Parlement européen :

« Le cirque itinérant mensuel entre notre capitale et Strasbourg, qui est très coûteux (200 millions d'euros par année) et qui ne constitue pas un bon exemple de gouvernance sur le plan environnemental, doit cesser. » (N-VA, 2014 : lignes 1691-1694).

Le ton plus mitigé adopté en 2014 s'explique aussi par le fait que la Région flamande a reçu de nouvelles responsabilités avec la sixième réforme de l'État. Avec cette autonomisation de l'action de la Flandre au sein de la Belgique, la N-VA ne voudrait pas d'une Europe fédérale qui reprendrait les formes d'une « Belgique XL » (N-VA, 2014 : ligne 4542) ou « d'un super-État européen avec une seule culture européenne uniforme » (N-VA, 2014 : lignes 4563-4564). C'est dans ce contexte que le parti

énonce clairement des compétences qui « n'ont pas leur place au niveau européen » soit « l'emploi, l'investissement, l'éducation, la jeunesse, le sport, la culture, la langue et le tourisme [...] » (N-VA, 2014 : lignes 4531-4532). Le parti s'appuie sur le principe de subsidiarité pour affirmer que ni l'Europe ni la Belgique n'apportent une « valeur ajoutée » dans l'exercice des compétences susmentionnées et qu'il est préférable qu'elles soient contrôlées par la Région flamande. Enfin, le parti affiche son désir de vouloir garder la mainmise sur le financement de ces compétences et s'oppose à une plus grande autonomie fiscale et budgétaire de l'UE : « Nous sommes contre des taxes européennes. » (N-VA, 2014 : ligne 1684).

4.3 Le ton des mentions concernant la réforme

L'enjeu de la réforme de l'État suscite toujours du mécontentement au sein de cette formation politique flamande. Le sujet est bien sûr lié de près aux questions touchant tout ce qui relève du système politique. Il est intéressant de constater que la fréquence des enjeux de la décentralisation diminue sensiblement entre 2010 et 2014, pendant que l'attention du parti pour les enjeux d'efficacité gouvernementale et administrative augmente.

La N-VA exprime clairement sa déception en 2014 face à un ratio qu'elle juge trop petit entre d'une part les réalisations des mesures contenues dans la sixième réforme de l'État et les coûts déployés pour les atteindre d'autre part. Une réforme confédérale demeure la solution préconisée par le parti, mais elle semble se profiler davantage sur le long terme.

Tableau 4.4
Ton des mentions de la réforme

Ton	Fréquence (2010)		Fréquence (2014)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Positif	124	59 %	118	50 %
Négatif	71	34 %	83	35 %
Neutre	14	7 %	34	14 %
Total	209	100 %	235	100 %

En 2010, le projet confédératif souhaité par la N-VA se voulait une « *réforme copernicienne* » qui devait renverser l'ordre des choses « dans ce pays et donner aux États fédérés toutes les compétences pertinentes pour pouvoir faire face aux grands défis de notre époque. » (N-VA, 2010 : lignes 2756-2758). En 2014, le parti parlait de « [...] **la transition vers le confédéralisme**. Cela prendra du temps, car les choses ne se produisent pas du jour au lendemain [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : lignes 31-32).

Les enjeux constitutionnels laissent en 2014 davantage place à un agenda plus traditionnel (réformes économiques, juridiques, sécuritaires et sociales), à l'image d'un parti aspirant désormais à participer à une coalition gouvernementale fédérale. La N-VA désire mener des réformes au niveau fédéral à la suite de son constat que « la structure gouvernementale classique, avec les ministères et les services publics fédéraux, peut être efficace. » (N-VA, 2014 : lignes 4053-4055). Le parti semble croire qu'à court terme, des changements de politique peuvent être effectués au bénéfice des Flamands sans une profonde réforme constitutionnelle. Par exemple, il entend appliquer au niveau fédéral la « **norme Moesen** [en gras dans le texte original] » (N-

VA, 2014 : ligne 1618) afin de limiter les dépenses publiques. L'application de cette norme permettrait d'investir des sommes supplémentaires pour sécuriser les retraites en position précaire dans la Belgique fédérale. Le parti a précisé que l'application temporaire se ferait en respectant « toutes les normes budgétaires européennes » (N-VA, 2014 : ligne 1614).

Le parti reconnaît que la réforme de 2011 a permis à la Région flamande d'acquérir certaines compétences, moyens financiers et ressources humaines (fonctionnaires) relevant auparavant de la sphère fédérale. Le parti relève aussi plusieurs gains, dont la responsabilité des programmes d'employabilité comme l'agent contractuel subventionné³¹ (N-VA, 2014 : ligne 332) et le fait que « [...] le bien-être animal est devenu une compétence flamande [...] » (N-VA, 2014 : ligne 2837). Le parti insiste sur l'importance de l'efficacité de l'appareil administratif qui reçoit de nouvelles compétences : « Les nouvelles compétences mises en œuvre dans la sixième réforme de l'État seront intégrées au maximum dans les entités existantes. Ainsi, nous éviterons de créer de nouvelles agences. » (N-VA, 2014 : ligne 4151). Toutefois, le programme fait peu mention de l'obtention en 2011 de la scission de l'arrondissement électoral et judiciaire de B-H-V³² et qui était pourtant une demande dans le programme de 2010.

Malgré les gains réels pour la Région flamande, des aspects de la sixième réforme de l'État ne répondent pas aux attentes du parti nationaliste. Par exemple, il relève l'aspect électif du Sénat qui a été supprimé lors de la sixième réforme et qui, selon lui, rendrait l'institution encore plus intolérable alors qu'il affirmait en 2010 qu'il voulait déjà

---

³¹ L'initiative des agents contractuels subventionnés octroie aux communes des régions belges un budget pour pouvoir offrir une expérience professionnelle temporaire à des chômeurs et à des demandeurs d'emploi au sein d'organismes publics et communautaires qui leur permettront ensuite d'être mieux outillés pour décrocher un emploi régulier. Cette initiative constituerait, selon le parti, une des solutions pour lutter contre le chômage (N-VA, 2014 : lignes 332-338).

³² Le parti se limite à dire que la scission de B-H-V ne change rien au fait que les droits dévolus aux minorités francophones sont maintenus, et qu'en conséquence, ceux-ci ne s'intégreraient pas à la communauté flamande (N-VA, 2014 : ligne 2416).

l'abolir³³ : « **Le Sénat n'a pas été aboli** : il est seulement devenu une institution composée de non-élu(e)s, mais à un coût permanent d'environ 60 millions d'euros par année [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : lignes 4161-4163).

Un autre exemple que l'on peut apporter est celui du transport aérien qui demeure dans les mains du gouvernement fédéral. Dans son programme de 2010, la N-VA avait lourdement critiqué l'inefficacité du service de contrôle du trafic aérien belge Belgocontrol. En 2014, le parti rappelle « [qu'] après l'Espagne, la Belgique est le pays où le prix pour le contrôle du trafic aérien en Europe est le plus élevé. » (N-VA, 2014 : lignes 2526-2527). Le parti voit au niveau européen une solution dans l'établissement du Functional Airspace Block Europe Central qui permettra une plus grande uniformisation des pratiques du transport aérien.

Également, la N-VA parle du système de santé qui ne profitera pas de « l'éparpillement » des compétences : « La programmation est fédérale, mais le contrôle et l'inspection sont flamands. » (N-VA, 2014 : lignes 1157-1158). De plus, la sixième réforme de l'État maintient essentiellement la justice au niveau fédéral : « Jusqu'à ce que la Flandre puisse constituer sa propre politique de justice, la N-VA martèlera la nécessité de réformes au niveau des politiques fédérales. » (N-VA, 2014 : lignes 3664-3665).

En 2014, le parti critiquait l'idée même de réformes de l'État fédéral : « La technique classique de réforme de l'État est devenue un mouvement perpétuel qui est néfaste et dispendieux. » (N-VA, 2014 : lignes 3934-3935). La seule issue pour la N-VA est une indépendance ordonnée par le confédéralisme qui constituera la fin de la Belgique telle que nous la connaissons. Cette démarche se veut prudente et étapiste, car le parti entend

---

³³ « Le Sénat perdra sa fonction et sera supprimé. » (N-VA, 2010 : ligne 1512).

bien faire partie du gouvernement fédéral pour paver la voie à ce que l'autonomie de la Flandre se fasse dans les meilleures conditions.

4.4 Les usages de l'Europe par le parti N-VA

Toutes les unités de sens faisant mention de l'Europe ont été examinées afin de relever la présence ou non d'un usage cognitif, stratégique ou de légitimation. Pour 2010, les usages de l'Europe ont représenté les deux tiers de l'ensemble des mentions de l'Europe (62 usages pour 95 mentions). Cette proportion a décliné en 2014 (128 usages pour 234 mentions), mais la moitié des mentions sont associées à des usages de l'Europe. Notons que principalement toutes les unités de sens combinant explicitement les thèmes de la réforme et de l'Europe (sauf dans le cas des titres ou sous-titres) relèvent d'un usage. Pour rappel, l'usage selon Jacquot et Woll représente l'ensemble des pratiques et discours qui manifestent une conception de l'UE en tant qu'opportunité pour un acteur politique. L'usage de type cognitif relève directement du positionnement explicite, souvent idéologique, du parti face à l'Union européenne. Par exemple, « les deux paliers de gouvernement [La Flandre et l'Europe] ne sont pas opposés l'un à l'autre. Au contraire, ils se renforçaient mutuellement. » (N-VA, 2014 : lignes 4494-4496.) L'usage de type stratégique concerne la mobilisation de structures et institutions permettant au parti de faire avancer, au niveau européen, la position nationaliste du parti : « **Le Ministre-Président** du Gouvernement flamand devra pouvoir participer directement au **Conseil européen** [En gras dans le texte original]. » (N-VA, 2014 : lignes 4830-4831). Enfin, l'usage de type légitimation concerne la justification des revendications du parti par la mobilisation de l'Europe. Par exemple, il s'appuie sur la Commission européenne³⁴ afin de faire comprendre aux lecteurs du

---

³⁴ Le lecteur des programmes de la N-VA est amené à voir que le parti fait référence à des sources d'informations européennes, mais ne les cite pas ou de manière approximative. Ce faisant, cela rend

programme que la N-VA partage l'objectif européen d'assainir le budget du gouvernement fédéral belge. La N-VA a affirmé dans son programme en 2014 que la Belgique n'a pas pu atteindre les objectifs de croissance du PIB prévus pour son économie : « Les mesures du gouvernement [fédéral] Di Rupo ajouteront [...] de 0,3 % à 0,4 % de notre PIB, soit à peine un vingtième de l'effort que la Commission européenne a souhaité. » (N-VA, 2014 : lignes 133-135).

Tableau 4.5
Types d'usages de l'Europe

Types d'usage	Fréquence (2010)		Fréquence (2014)	
	Nombre	Pourcentage	Nombre	Pourcentage
Cognitif	19	31 %	62	48 %
Stratégique	16	25 %	26	21 %
De légitimation	27	44 %	40	31 %
Total	62	100 %	128	100 %

En 2014, lorsque le scrutin concerne simultanément les élections régionales, fédérales et européennes, on retrouve un plus grand nombre d'usages cognitifs, soit des idées et des concepts qui sont en lien avec la structure européenne elle-même. Au-delà de la simple concomitance des scrutins, les usages cognitifs plus fréquents témoignent d'une vision de l'Europe comprise comme une alternative qui pourrait, en l'absence des « conditions gagnantes » au bon fonctionnement de la Belgique, ne pas correspondre aux besoins de la Flandre autant que le parti pourrait le souhaiter. L'analyse du contenu

---

difficile le fait de retrouver les documents en question, mais permet néanmoins de comprendre comment la formation politique mobilise l'Europe pour faire valoir ses idées et préférences politiques.

programmatique de la campagne électorale fédérale de la N-VA en 2010 montre un discours qui parle surtout de l'Europe en termes de légitimation, notamment en observant moult références à des instances européennes qui tendent à donner raison à la N-VA quant aux carences du modèle fédéral belge.

En 2010, la N-VA mobilise l'échec du gouvernement fédéral belge pour demander un transfert de pouvoir : « Conformément au rapport de suivi du SPF [Service public fédéral] Énergie, la Belgique ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière d'énergie renouvelable. » (N-VA, 2010 : lignes 1710-1712). Le parti en conclut que, dans un cadre confédéral, l'action européenne en matière d'énergie serait plus efficace en transférant la politique énergétique à la Flandre (N-VA, 2010 : lignes 1758-1760).

Outre la question de l'énergie, la N-VA prend à témoin le cas de la sécurité sociale, une compétence symbolique pour le niveau fédéral qui assure la solidarité et la cohésion socio-économique entre Bruxelles, la Flandre et la Wallonie. Tout en reconnaissant que les États membres européens limitrophes ont aussi connu des difficultés macro-économiques, le parti précise que ces États « ont dans les dernières années modifié leurs systèmes de protection sociale et ils ont aussi mis en œuvre des réformes » alors « [qu'en] Belgique, rien de cela ne fut fait. » (N-VA, 2010 : lignes 1099-1101). Le parti énumère une longue liste de problèmes laissés sans réponse : les problèmes de chômage élevé (surtout chez les francophones de Bruxelles et de Wallonie), les dépenses en santé importantes, les problèmes de financement des pensions avec le vieillissement de la population, etc. Dans le discours de la N-VA, on décèle plusieurs exemples d'usages de légitimation, s'appuyant sur des statistiques tant en 2010 qu'en 2014, afin de dresser un portrait peu flatteur de la performance belge. Par exemple, on peut lire « [qu'a]vec un taux d'emploi de 62 %, la Belgique se situe avec presque cinq points de pourcentage en dessous de la moyenne » et précise que « [l]a Flandre fait un peu mieux par rapport à la moyenne de l'UE avec 66 %. » (N-VA,

2010 : lignes 715-719). Également, on retrouve cet énoncé affirmant que « [l]e tarif minimal du taux d'impôt sur les sociétés en Belgique se situe à 33,99 %, ce qui est beaucoup plus élevé que la moyenne européenne soit 22,8 % dans l'UE [...] » (N-VA, 2014 : lignes 517-519).

La diminution de l'usage de légitimation en 2014 par rapport à 2010 s'explique par les nouvelles motivations de la formation politique nationaliste flamande. Pour la N-VA, l'enjeu de l'élection fédérale de 2010 était l'inclusion de l'Europe dans son projet confédéraliste, mais pas la promotion de l'Europe en elle-même. L'Europe était, durant cette campagne fédérale et non européenne, présentée comme étant la plus adéquate possible afin qu'elle constitue un gage de prospérité et de stabilité. Cela permettait de rassurer les électeurs flamands potentiellement craintifs face à une possible confédéralisation ou la dilution de la Belgique dans une nouvelle forme de souveraineté-association entre une Wallonie et une Flandre devenues indépendantes. Cette proposition politique représentait la position et les attentes « maximalistes » du parti à l'égard de la réforme de l'État fédéral à venir.

En 2014, la réforme est en cours de mise en œuvre et le thème est moins présent (sans être abandonné) dans le discours du parti. L'association entre les deux thèmes tient toujours, mais on constate qu'elle est moins de circonstances. Le parti se concentre sur des priorités à court ou moyen terme qui n'ont pas de portée constitutionnelle. Comme en 2010, l'Europe demeure un facteur de légitimation des préférences économiques et politiques de la N-VA et du discours critique de ce parti quant aux fondements macroéconomiques du pays. Par exemple, il s'appuie sur des chiffres attribués à l'agence européenne de statistiques Eurostat pour souligner la charge des coûts salariaux sur l'économie belge : « Donc, notre handicap salarial constitue, selon les chiffres d'Eurostat, 16 % de l'économie totale et cela monte même à 25 % pour le secteur privé. » (N-VA, 2014 : lignes 765-766). La N-VA s'engage à respecter les

directives européennes en matière de libéralisation de l'économie, contrastant ainsi avec une Belgique qui tarderait à agir :

« **Nous démantèlerons la participation des autorités [fédérales] dans des entreprises commerciales.** Ainsi, nous continuerons à travailler à la libéralisation de divers secteurs comme l'a prescrit l'Union européenne. [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : lignes 1084-1086)

Plus loin, on peut lire :

« L'Union européenne a envoyé un signal clair à notre pays : mettre de l'ordre en **réduisant les dépenses publiques gouvernementales, en diminuant les emprunts et en réduisant le fardeau de la dette.** [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : lignes 1531-1533).

Toutefois, les comparaisons à l'avantage de l'UE sont tempérées par l'apparition d'un discours euroréaliste. Celui-ci permet de présenter un nouveau type de lien entre la réforme et l'Europe qui n'existait pas en 2010. Tout en restant favorable au projet européen, le parti conçoit l'Europe comme une structure qui a des dysfonctionnements importants (problème persistant de la crise de la zone euro, indissociable du déficit démocratique selon le parti) et craint que l'aboutissement d'une Europe fédérale fasse en sorte que les priorités flamandes soient négligées. Une Europe (trop) fédérale est présentée comme l'option préconisée par les autres formations traditionnelles belges. Cela se traduit plus concrètement par l'identification dans le programme de compétences qui ne devraient pas être européennes, ce qui relève d'un usage cognitif.

La critique demeure relativement nuancée afin d'éviter le piège de l'eurosepticisme radical, une position plus marginale qui est défendue par le VB, un parti considéré comme un paria en matière de coalition (Van Haute et Deschouwer, 2018 : 696). L'exercice d'équilibrage n'est pas dénué de considérations partisans (Dardanelli, 2017). En effet, le discours euroréaliste permet de se distinguer à la fois des partis traditionnels europhile et du Vlaams Belang europhobe ; au milieu de ces options donnant dans le dogmatisme, la N-VA se présente comme la voie du pragmatisme (N-

VA, 2014 : lignes 4503-4508). En se méfiant d'une intégration trop poussée, susceptible de nuire à l'affirmation nationale, le parti évite ainsi de montrer une image trop naïve. Il veut faire des gains en activant et surtout en polarisant le débat d'un enjeu habituellement secondaire pour l'électorat belge. Il faut dire que cette stratégie de polarisation par la formation est utilisée fréquemment dans ce pays où les acteurs sont rompus à la nécessité de nouer des consensus politiques malgré la présence du clivage linguistique (É. Van Haute, entretien de recherche, 21 octobre 2016).

En parallèle avec cette évolution vers une fréquence plus importante des usages cognitifs par rapport à ceux de légitimation, nous avons dénoté une présence stable des usages stratégiques, soit un peu plus de 30 % des usages de l'Europe en 2010 et en 2014. Malgré l'avènement du discours « euroréaliste », on constate que le parti conçoit que le niveau européen demeure une structure d'opportunité ou un niveau d'action significatif pour faire valoir ses objectifs politiques. Certains usages sont liés à la conjoncture de la présidence belge de l'Union européenne de 2010. Par exemple, la N-VA a exposé ses attentes quant à cette présidence en parlant de l'importance d'une participation active de la Flandre au sein des institutions européennes : « La Flandre doit obtenir la capacité de se représenter elle-même à la table européenne pour ses propres compétences. » (N-VA, 2010 : lignes 387-388). Cette participation permet notamment de travailler à la stratégie UE 2020, qui vise à redémarrer la croissance économique et l'emploi après la crise qui a sévi dans la zone euro. Le parti veut que la Commission européenne, à ce propos, soit chargée « d'établir des objectifs socio-économiques négociables dans le cadre de la stratégie européenne [de l'emploi] pour 2020 » qui seraient concrétisés « au niveau national » et qu'ils soient assortis « des mécanismes de contrôle préventif au niveau européen. » (N-VA, 2010 : lignes 396-401).

Dans le programme de 2014, le parti tire un bilan plutôt positif de sa participation à la présidence belge de l'UE en 2010. Il se félicite de son action au sein du gouvernement

régional flamand, qui aurait permis à la Flandre de mieux rayonner à l'international « grâce à la nouvelle politique de marque dans laquelle l'État fédéré de Flandre agit comme une entité séparée et se basant sur ses propres forces [...] » (N-VA, 2014 : lignes 4405-4409). Cette volonté de représentation de la Flandre et d'expression de son autonomie au niveau européen se concrétise, par exemple, avec « **l'agence de liaison Flandre-Europe** [en gras dans le texte original] » (N-VA, 2014 : ligne 4820) qui dispose d'un financement dont le parti promet qu'il sera maintenu. De cette manière, on renforcera les relations entre l'Europe, les différentes instances de gouvernance en Flandre de même que la société civile flamande pour que celles-ci puissent bénéficier d'un « meilleur accès à la politique européenne » en termes de « plate-forme d'information et de réseautage. » (N-VA, 2014 : lignes 4821-4824).

Au-delà de la présidence, le parti veut aussi occuper l'espace public européen afin de pouvoir mieux communiquer, expliquer et légitimer les décisions prises en Région flamande ainsi que ses positions au Parlement fédéral et au Parlement européen : « Nous mettrons de l'avant nos atouts en faisant usage de la présence des fonctionnaires européens, des diplomates et des journalistes étrangers à Bruxelles. » (N-VA, 2014 : lignes 4817-4819).

En outre, le parti entend utiliser le niveau européen pour favoriser la croissance économique de la Région flamande en allégeant et en modifiant la réglementation existante. Par exemple, sur l'enjeu du transport des marchandises par camion, le parti veut favoriser la flexibilité en autorisant, dans le cadre d'un projet pilote, la circulation des camions surdimensionnés sur le réseau routier belge et dans le reste de l'UE : « Au niveau européen, nous prendrons l'initiative de concrétiser cette possibilité » (N-VA, 2014 : ligne 2795).

Notre analyse confirme partiellement les deux hypothèses que nous avons formulées dans le chapitre précédent. La première hypothèse postulait que le discours programmatique de la N-VA quant à l'UE soit plus négatif en 2014 qu'en 2010,

notamment en raison de la modification du contexte partisan au lendemain de la réforme de l'État de 2011. Ce que l'analyse permet de conclure est que le ton général demeure plus positif que négatif. Le ton est très nettement positif en 2010, alors que le parti attribue à l'Europe un rôle important pour le progrès économique et politique de la Flandre. L'aspect instrumental de l'Europe aux yeux d'une formation nationaliste n'est d'ailleurs pas spécifique à la Flandre, comme en témoignent des analyses des positions et discours des partis nationalistes en Écosse, en Catalogne et au Pays basque ; ces derniers misent également sur le phénomène d'intégration européenne pour renforcer leurs projets d'autonomie action ou d'affirmation nationale.

Si la N-VA maintient sa position pour un confédéralisme très décentralisé, cette position prend moins de place dans le programme de 2014. Le parti entend procéder à des réformes à l'intérieur du système fédéral en vue d'une transition éventuelle et ordonnée vers l'effacement de ce palier de gouvernement. La N-VA présente un discours euroréaliste selon lequel il est nécessaire de penser l'encadrement du rôle de l'Europe sur le continent afin qu'elle se voue avant tout à la croissance économique. Si le parti reconnaît le rôle de l'Europe en matière de défense ou comme un facilitateur de l'activité économique, il se montre plus réticent à l'égard de toute régulation sociale qui accompagnerait le marché économique (le salaire minimum ou un impôt européen par exemple). Malgré cette évolution, tant en 2010 qu'en 2014, l'UE récolte néanmoins davantage de références positives que négatives.

La seconde hypothèse avançait que l'usage de légitimation était susceptible d'être le plus fréquemment utilisé des trois types d'usages décrits par Jacquot et Woll. Les résultats le confirment pour 2010. Dans le programme de cette élection fédérale, le parti a offert une critique sévère de la Belgique fédérale, présentée comme un État qui souffrirait d'un grave déficit démocratique et de sérieux problèmes socio-économiques structurels. Il a multiplié les comparaisons avec l'Europe, autant les institutions européennes que les autres pays membres, pour bien mettre en lumière les — nombreux

— problèmes de la Belgique. Il est intéressant de constater que le mouvement du ton vers la négative en 2014 se conjugue avec un recours à la notion de l'Europe en termes cognitifs. Le parti conçoit que l'avènement d'une Europe fédérale, à l'image souhaitée par les autres principales formations politiques belges, aurait pour effet potentiel de reproduire les mêmes travers centralisateurs de la Belgique fédérale. Le discours euroréaliste est le premier exercice de réflexion explicite sur l'Europe du parti depuis sa fondation en 2001. Il dépasse ainsi la simple réitération du soutien à l'Europe qui caractérise tous les partis dits traditionnels en Belgique, tout en se distinguant clairement de l'eurosepticisme vigoureux du parti nationaliste d'extrême-droite flamand VB. Enfin, les usages de légitimation et stratégiques sont toujours présents en 2014. Malgré les critiques à l'égard de l'UE dans sa forme actuelle, le parti s'appuie toujours sur l'Europe pour pointer du doigt les failles du modèle fédéral belge, ou pour formuler des solutions qui se concrétiseraient au niveau européen afin d'améliorer les façons de faire en Flandre.

Bien que notre étude s'est appuyée sur une large revue de littérature, une des limites de notre recherche est l'exploration incomplète qu'elle fait de la compétition partisane. Disposant de ressources limitées, nous ne pouvions pas traduire l'ensemble des contenus programmatiques des partis néerlandophones ayant concouru aux élections de 2010 et de 2014. Il aurait été intéressant de faire une comparaison avec le programme du parti rival direct de la N-VA soit le VB afin de mieux comprendre comment le parti N-VA a pu contribuer au déclin de la formation indépendantiste d'extrême-droite flamande depuis 2004 jusqu'en 2018.

CONCLUSION

Peu doutent que les processus de la fédéralisation de la Belgique et de l'intégration européenne aient amené des changements importants dans la vie politique du pays. Dans notre mémoire, nous avons voulu explorer empiriquement une des façons dont cette influence s'est fait sentir sur la N-VA. Nous avons montré que le discours du parti a connu une réelle européanisation, qui s'est traduite par une utilisation de l'Europe pour faire valoir ses objectifs et propositions politiques. En 2010, le type d'usage le plus fréquent est celui de la légitimation de l'Europe pour justifier son projet nationaliste ou autonomiste en Flandre en 2014, alors que dans le contexte des élections européennes de 2014, le parti emploie plus fréquemment un usage de type cognitif afin de redessiner sa position — et celle des électeurs qu'il espère convaincre — par rapport aux conséquences réelles et surtout appréhendées de l'intégration européenne. Ce discours « euroréaliste » emprunte un ton qui demeure généralement plus positif que négatif, mais beaucoup plus critique en 2014 qu'en 2010.

Nos résultats confirment entièrement la première et partiellement notre deuxième. La première hypothèse affirmait que le discours programmatique de la N-VA quant à l'UE serait plus négatif en 2014 qu'en 2010. Le programme de 2010 présente des objectifs particulièrement ambitieux à propos de l'avenir politique de la Flandre. Ce futur, le parti, le rend indissociable de celui de l'UE, qui permettrait de répondre à de nombreuses limites du fédéralisme belge. En 2014, la réforme confédérale espérée par la N-VA en 2010 n'est pas survenue ; la réforme de 2011 confère effectivement davantage de pouvoirs à la Flandre, mais laisse intact le modèle fédéral que le parti honnit. En 2014, il profite de l'élection européenne (tenue simultanément avec les scrutins régionaux et fédéraux) pour renouveler le discours sur l'Europe. Dans le

contexte de la crise qui secoue l'Europe, le ton à l'égard de l'Europe devient plus négatif par rapport à l'élection de 2010. Si l'intégration européenne apporte une valeur ajoutée à la Flandre, elle ne doit pas être la source d'ingérence dans les nouvelles compétences acquises lors de la sixième réforme de l'État ni celles que le parti espère obtenir à l'avenir.

Dans un second temps, nous avons validé en partie l'hypothèse selon laquelle l'usage de la légitimation est l'un des trois types d'usages décrits par Jacquot et Woll qui a été le plus fréquemment employé par la N-VA. En 2010, ce type d'usage faisait en sorte que l'Europe agissait comme une loupe grossissante sur les difficultés alléguées du fédéralisme belge. Toutefois, en 2014, l'usage le plus répandu est l'usage cognitif. Il correspond au développement d'un discours critique quant au fonctionnement de l'UE et à son élargissement. Ce discours lui permet de se distinguer des principaux partis flamands pro-européens sans nécessairement assumer un positionnement eurosceptique, qui le placerait dans une position plus marginale comme c'est le cas pour le VB.

La portée ou l'influence des programmes des partis politiques a certes des limites³⁵, mais la nature du mode de scrutin proportionnel belge fait en sorte que les programmes constituent également des « documents de travail » en vue des inévitables négociations entourant la formation des coalitions gouvernementales (Dandoy et Museur, 2014). Malgré ce double emploi, le mémoire démontre que le recours aux programmes électoraux demeure une manière pertinente d'attester de l'europanisation d'un parti politique belge.

---

³⁵ Régis Dandoy et Clément Museur relèvent l'argument voulant que, selon certains politologues, les programmes influencent peu les décisions des électeurs puisqu'ils les consultent rarement. Néanmoins, les partis politiques développent un contenu programmatique, puisqu'ils espèrent que celui-ci se voit relayer par les médias dans l'espace public (Dandoy et Museur, 2014 : 84-85).

Ce mémoire a permis de voir comment les idées du nationalisme démocratique portées par des partis comme la N-VA en Europe peuvent connaître un second souffle après des décennies d'europhéanisation et de mondialisation. Ces phénomènes sont perçus, pour certains, comme des éléments qui remettent en cause les fondements de la souveraineté nationale, un principe cher aux partis nationalistes comme la N-VA. Pourtant, ce parti politique n'hésite pas à interpeller les électeurs avec un argumentaire européen pour mettre de l'avant le projet d'une Flandre autonome et confédérale qui viendrait remplacer une Belgique appelée à se « diluer » bien que la manière dont cette dilution se poursuivra reste peu discutée dans les programmes électoraux.

Pour la première fois de son histoire, la N-VA a rejoint une coalition gouvernementale au niveau fédéral de 2014 à 2018 dirigé par le premier ministre Charles Michel issu des libéraux francophones (MR). Durant cette période, la formation politique a pu effectuer certaines réformes concernant des thèmes importants pour le parti comme la politique socio-économique, de même que la loi et l'ordre. Les réformes socio-économiques, couplées aux actions récentes du nouveau gouvernement de centre-droit (MR et CDH) en Wallonie, ont d'ailleurs permis à cette région de reprendre une certaine vigueur économique. Bien sûr, ce nouvel élan n'a pas permis de corriger tous les problèmes économiques et politiques de la Belgique selon la N-VA.

En plus, il faut aussi considérer le problème de la crise migratoire qui est mis de l'avant par celui qui sera le secrétaire d'État à la migration du gouvernement Michel, Theo Francken (N-VA). Ce dernier tiendra un discours beaucoup plus strict sur la crise migratoire par rapport à ce qui se déroule depuis quelques années tant en Belgique que dans le reste de l'UE. En décembre 2018, le parti fera éclater le gouvernement fédéral sur cette question quand la N-VA a refusé que la Belgique adhère au Pacte sur la migration de l'Organisation des Nations unies, jugé trop contraignant selon le parti nationaliste flamand. Ce durcissement de la N-VA n'est pas étranger au succès connu par le VB à la suite de l'élection communale tenue il y a moins de deux mois.

Néanmoins, cette position plus ferme de la N-VA n'a pas permis d'enrayer la montée du VB lors des élections régionales, fédérales et européennes de 2019, au point où il devient le deuxième parti en Belgique, après la N-VA (Biard et Faniel, 2019).

Dans des études subséquentes, il sera intéressant d'observer comment l'expérience de l'exercice du pouvoir fédéral affectera le discours de la N-VA sur les enjeux touchant à l'autonomie de la Flandre et de l'intégration européenne lors des prochains scrutins. Dans la situation actuelle d'une UE aux prises avec une crise migratoire qui nourrit les partis extrémistes et eurosceptiques et un Brexit qui se fait toujours attendre au moment d'écrire ces lignes, rien n'est moins sûr pour la perspective d'une réforme de l'UE souhaitée par le parti nationaliste flamand. Les positions europhiles et eurosceptiques, dans ce contexte, se durcissent et cela fait en sorte qu'on peut se demander comment le parti N-VA va composer avec tout cela alors qu'il disait rejeter le dogmatisme de ces deux positions dans son programme électoral de 2014. Face à toute cette incertitude sur l'avenir de l'UE, il faudra voir comment le parti maintiendra ou non sa propension à utiliser l'Europe pour développer ses positionnements, identifier des ressources pour les concrétiser et, enfin, comment entend-il les légitimer. Face à toutes ces incertitudes, nul doute que la politique belge contiendra toujours un élément de suspense qui en fait un objet politique de choix pour les études européennes.

ANNEXE A

LISTE DES MOTS OU EXPRESSIONS QUI ONT PERMIS D'IDENTIFIER LES UNITÉS DE SENS SUR L'EUROPE ET LA RÉFORME

Mots concernant l'expression « euro » :

- Euro (compris comme la monnaie en elle-même et non pas le fait de décrire une somme d'argent dans cette devise)
- Eurodéputé
- Eurojust
- Européanisation
- Européaniser
- Europhile
- Europol
- Euroréaliste
- Eurosceptique
- Eurostat
- Euro-horizon
- Euro-obligation
- Intégration européenne

Mots connexes à « Euro » :

- Communautaire
- Subsidiarité

Mots contenant l'expression « réforme » :

- Réforme
- Réformer

Mots connexes à réforme :

- Autonomie
- Communautaire
- Communautés
- Confédéral
- Confédéralisée
- Confédéralisme
- Confédération
- Décentralisation
- Fédéré
- Fédéral
- Fédération
- Fédéralisme
- Régions
- Subsidiarité

BIBLIOGRAPHIE

- Antunes, S.F. (2010). Pragmatic nationalism in Europe : the N-VA and the new Flemish approach to Europe, *Fédéralisme. Régionalisme*, 10, 11 pages. En ligne : <http://popups.ulg.ac.be/1374-3864/index.php?id=938>. Document consulté le 25 octobre 2015.
- Attina, F. (1998). Party fragment and discontinuity in the European Union. Dans D.S. Bell et C. Lord. (dir.) : *Transnational Parties in the European Union*. Brokefield, Vermont: Ashgate.
- Bale, T., Hanley, S. et Szczerbiak, A. (2010). 'May Contain Nuts' The Reality Behind the Rhetoric Surrounding the British Conservatives' New Group in the European Parliament. *Political Quarterly*, 81 (1), 85-98.
- Bakker, R., de Vries, C., Edwards, E., Hooghe, L., Jolly, S., Marks, G., ... Vachudova, M.A. (2015). Measuring party positions in Europe : The Chapel Hill expert survey trend file, 1999-2000. *Party Politics*, 21 (1), 143-152.
- Baudéwyns, P. (2013). *Dynamiques électorales en Belgique. Théorie des réalignements et analyse des résultats des élections législatives en Belgique depuis 1945*. Louvain-la-Neuve : UCL, Presses universitaires de Louvain.
- Béland, D. et Lecours, A. (2012). *Nationalisme et protection sociale*. Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- Belot, C. et B. Cautrès (2005). Redéfinitions et recompositions des partis et systèmes partisans autour de l'enjeu européen : premiers sillons sur un terrain en friche. *Politique européenne*, 15, 5-19.
- Berlet, C. et Lyons, M.N. (2000). *Right-Wing Populism in America : Too Close for Comfort*, New York : Guilford Press.
- Benoit, K. et Laver, M. (2007). Estimating party policy positions : Comparing expert surveys and hand-coded content analysis. *Electoral studies*, 26 (1), 90-107.

- Béroud, S. et Weydert, J. (1997). La légitimité démocratique de l'Union. Dans S. Béroud, S. et J. Weydert, *Le devenir de l'Europe (163-177)*. Paris : Éditions de l'Atelier.
- Biard, B. et Faniel, J. (2019). L'extrême-droite aux élections du 26 mai 2019 : toujours ce paradoxe belge, *Les @analyses du CRISP en ligne*, 1^{er} juillet 2019. En ligne. http://www.crisp.be/crisp/wp-content/uploads/analyses/2019-08-21_ACL-Biard_B_et_Faniel_J-2019-Aide-memoire-L-extreme_droite_aux_elections_du_26_mai_2019.pdf
- Boonen, J. et Hooghe, M. (2014). Do nationalist parties shape or follow sub-national identities? A panel analysis on the rise of the nationalist party in the Flemish Region of Belgium, 2006-11. *Nations and Nationalism*, 20 (1), 56-79.
- Börzel, T.A. et Panke, D. (2010). Europeanization. Dans M. Cini. et N. Perekzsolzrano. (dir.) : *European Union Politics*. Oxford : Oxford University Press.
- Börzel, T.A. et Risse, T. (2000). When Europe Hits Home: Europeanization and Domestic Change. *European Integration online Papers (EIoP)*, 4(15), 1-20.
- Bouillaud, C. (2012). De l'eupéanisation en trompe-l'œil des partis politiques en Europe. *Politique européenne*, 3 (38), 196-207.
- Brown, G.B. (2009). Rational Choice. Dans I. McLean, et A. Macmillan. *The Concise Oxford Dictionary of Politics*. (451). Oxford : Concise dictionary of Politics.
- Budge, I. (1987). *Ideology, Strategy and party change: Spatial analysis of post-war elections programmes in 19 Democracies*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Budge, I. et al., (2001). *Mapping Policy Preferences : Estimates for Parties, Electors and Governments 1945-1998*, Oxford/New York: Oxford University Press.
- Budge, I. et Laver, M. (1986). Policy, Ideology and Party Distance: Analysis of Election Programmes in 19 Democracies. *Legislative Studies Quarterly*, 11 (4), 607-617.
- Chai, S-K. (2001). *Choosing an Identity: A General Model of Preference and Belief Formation*. Ann Arbor : University of Michigan Press.
- Chambon, L. (2013). *Marine ne perd pas le nord*. Paris : Muscadier.

- Costa, O. (2011). *Le fonctionnement de l'Union européenne*. Bruxelles, Bruxelles — Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Cox, R.H. (2011). How Globalization and the European Union are changing European Welfare States. Dans G.B. Cohen, B.W. Ansell, R.H. Cox et J. Gingrich. *Social Policy in the Smaller European Union States*. Oxford, New York : Berghahn Books.
- Dandoy, R. (2013). Les dynamiques du fédéralisme belge. Dans R. Dandoy, Matagne, G. et C, Van Wynsberghe. *Le fédéralisme belge : enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques* (5-28). Louvain-la-Neuve : Academia — L'Harmattan s.a.
- Dandoy, R. et Baudewyns, P. (2008). The preservation of social security as a national function in the Belgian federal state. Dans N. McEwen. et L. Moreno. (dir.) *The Territorial Politics of Welfare*. New York : Routledge.
- Dandoy, R. et Museur, C. (2015). Les programmes électoraux des partis francophones en 2007 et 2010. Dans P. Baudewyns. (dir.) : *Être électeur en Wallonie. Le comportement électoral des Wallons lors des élections législatives de 2007 et de 2010*. Louvain-la-Neuve : Presses universitaires de Louvain.
- Dardanelli, P. (2009). Europeanization as Heresthetics : Party Competition over Self-Government for Scotland, 1974-97. *Party Politics*. 49-68.
- Dardanelli, P. (2012). Europeanization and the unravelling of Belgium: A comparative analysis of party strategies, *Acta Politica*, 47 (2), 181-209.
- Dardanelli, P. (2017). *Restructuring the European State: European Integration and State Reform*. Montréal, Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Dedecker, N. (2011). Le mouvement réformateur (MR). Dans P. Delwit (dir.) : *Les partis politiques en Belgique*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P. (2010). *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours* (2^e édition). Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P. (2011). Le parti socialiste (PS). Dans *Les partis politiques en Belgique* (107-128). Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.

- Delwit, P. (2011). Partis et systèmes de partis en Belgique en perspective. Dans P. Delwit (dir.). *Les partis politiques en Belgique* (7-34). Bruxelles, Bruxelles — Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Delwit, P., De Waele, J-M et Rea, A. (1998). Les étapes de l'extrême-droite en Belgique. Dans P. Delwit, J-M. De Waele et A. Rea (dir.). *L'extrême-droite en France et en Belgique* (57-84). Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Complexe.
- Delwit, P., Hellings, B., Pilet, J-B et Van Haute, É. (2005). Le profil des candidats francophones aux élections régionales et européennes du 13 juin 2004. *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 1880 —1881 (15), 5, 67 pages.
- Delwit, P., Kulahci, E., Heillings, B., Pilet, J. et Van Haute, É. (2005). L'eupéanisation de la représentation communautaire : le cas des partis francophones belges. *Politique européenne*, 16 (2), 83-102.
- Deschouwer, K. (2009). *The Politics of Belgium: Governing a Divided Society*. New York : Palgrave Macmillan.
- Dolezal, M, Ennsner-Jedenastik, L., Müller, W.C., Praprotnik, K. et Winkler, A.K. (2016). Beyond salience and position taking : How political parties communicate through their manifestos. *Party Politics*, 24 (3), 240-252.
- Downs, A. (2013). *Une théorie économique de la démocratie*. Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Duez, D., Paye, O., et Verdure, C. (2014). *Eupéanisation : Sciences humaines et nouveaux enjeux*. Bruxelles : Bruylant.
- Dumont, P., Moury, C. et Timmermans, A. (2015). Coping with Domestic and European Complexity: How Consensus Politics is Maintained in the Low Countries' Governments. Dans J. Beyers, P. Dumont. et H. Vollaard. (dir.) : *The Impact of European Integration on Consensus Politics in the Low Countries* (24-47). New York : Routledge.
- Écolo (2010). *Plateforme programmatique Écolo : Élections fédérales du 13 juin 2010*. Bruxelles : Écolo.
- Fallon, J. et Hayward, K. (2011). L'eupéanisation conditionnelle de l'Irlande : le rôle de Fianna Fail. Dans M. Petithomme. (dir.) : *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : adaptations et résistances en perspective comparée* (147-162). Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

- Gabel, M. (1998). Public Support for European Integration : An Empirical Test of Five Theories. *The Journal of Politics*. 60 (2), 333-354.
- Gagné, L. (1997). *Jon Elster et les limites de la rationalité : choix rationnel et normes dans l'explication des comportements individuels* (Mémoire de maîtrise). Université Laval.
- Gauthier, O. (2007). L'Autre Europe du Mouvement pour la France (MPF) et l'eupéanisation du souverainisme. Dans O. Baisnée et R. Pasquier (dir.). *L'Europe telle qu'elle se fait*. (123-144). Paris : CNRS.
- Gosselin, T., Popescu, M. et Tomescu-Hatto, O. (2011). Influence de l'UE et la compétition partisane nationale : la lutte contre la corruption comme enjeu de l'eupéanisation du système des partis en Roumanie. Dans M. Petithomme. (dir.) : *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : adaptations et résistances en perspective comparée* (221-242). Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Graziano, P., Jacquot, S., et Palier, B. (2013). Usages et eupéanisation. De l'influence multiforme de l'Union européenne sur les réformes des systèmes nationaux de protection sociale, *Politique européenne*, 2013, 2 (40), 94-118.
- Gueorguieva, P. et Petithomme, M. (2011). Une eupéanisation de façade ? Les mutations du système partisan bulgare dans le contexte de l'adhésion. Dans M. Petithomme (dir.) : *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : Adaptations et résistances en perspective comparée* (243-266). Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Guinaudeau, I. et Persico, S. (2011). L'UE dans la compétition électorale en Allemagne, en France et au Royaume-Uni (1986-2009). Dans M. Petithomme (dir.). *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : Adaptations et résistances en perspective comparée*. (73-96). Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Haas, E. (1958). *The uniting of Europe: political, social and economic forces, 1950-1957*. Stanford : Stanford University Press.
- Hanley, D.L. (2008). *Beyond the Nation State: Parties in the Era of European integration*. New York : Palgrave Macmillan.
- Hix, S. et Marsh, M. (2007). Punishment or Protest? Understanding European Parliament Elections. *The Journal of Politics*, 69 (2), 495-510.

- Hoffmann, S. (1966). Obstinate or Obsolete? The Fate of the Nation-State and the Case of Western Europe. *Daedalus* 95 (1), 862-915.
- ICV (2019). Qui som. *ICV*. Récupéré de <http://www.iniciativa.cat/ca/icv/qui-som>.
- Inglehart, R. (1970). Public Opinion and Regional Integration, *International Organization*, 24 (4), 764-795.
- Jacquot, S. et Woll, C. (2003). Usage of European Integration – Europeanisation from a Sociological Perspective, *European integration online Papers (EioP)*, 7 (12), 14 pages. En ligne : <http://www.eiop.or.at/eiop/texte/2003-012a.htm>.
- Jacquot, S. et Woll, C. (2004). Usages et travail politiques : une sociologie compréhensive de l'intégration européenne. Dans S. Jacquot, et C. Woll (dir.) *Les usages de l'Europe : acteurs et transformations européennes*. Paris : L'Harmattan. (1-27).
- Jacquot, S. et Woll, C. (2008). Action publique européenne : les acteurs stratégiques face à l'Europe. *Politique européenne*, 2 (25), 161-192.
- Jamin, J. (2014). Essai sur l'idéologie de la Nieuw-Vlaams Alliantie. *Outre-terre : revue européenne de géopolitique*, 3 (40), 95-109.
- Jaumain, S. (2013). *La société et les institutions de la Belgique de 1830 à nos jours. Histoire politique contemporaine de la Belgique*. Bruxelles : Bruxelles — Capitale : Presses universitaires de Bruxelles.
- Jolly, S.K. (2007). The Europhile Fringe? Regionalist Party Support for European Integration. *European Union Politics*, 8 (1), 109-130.
- Justaert, A. (2010). Belgium. Dans J. Lodge (dir.). *The 2009 Elections in the European Parliament*. (52-59). New York : Palgrave Macmillan.
- Keating, M. (2001). *Plurinational Democracy: Stateless Nations in Post-Sovereignty Era*. Oxford : Oxford University Press.
- Keating, M. (2004). *Regions and Regionalism in Europe*. Cheltenham, Northampton: Edward Elgar.
- Keating, M. et McGarry, J. (2001). Introduction. Dans M. Keating. et J. McGarry. (dir.). *Minority Nationalism and the Changing International Order* (1-19). Oxford : University Press.

- Keating, M. et McGarry, J. (2006). *European Integration and the Nationalities Question*. New York : Routledge.
- Keohane, R.O. et Nye, J.S. (2011). *Power and Interdependence*. Boston, MA : Longman.
- Ladrech, R. (2001). Europeanization and Political Parties: Towards a Framework for Analysis. *Keele European Parties Research Unit* (7) 1-16.
- Ladrech, R. et Carter, E. (2007). Government Change, Organizational Continuity: The Limited Europeanization of British Political Parties. » Dans T.Poguntke, Nicholas A., Elisabeth C., Robert L. et Kurt Richard L (dir.). *The Europeanization of National Political Parties: Power and organizational adaptation* (53-79). Londres, New York : Routledge.
- Laible, J. (2008). *Separatism and Sovereignty in the New Europe: Party Politics and the Meanings of Statehood in a Supranational Context*. New York : Palgrave Macmillan.
- Lecours, A. (2002). L'approche néo-institutionnaliste en science politique : unité ou diversité ? *Politiques et société*. 21(3), 3-19).
- Lewandowski, J. Merz, N. et Regel S. (2016). The Manifesto Corpus: A new resource for research on political parties and quantitative text analysis. *Research and Politics*, 3 (2), 1-8.
- Levi, M. et Hechter, M. (1985). A Rational Choice Approach to the Rise and Decline of Ethnoregionalist political parties. Dans A. Tiryakian et R.Rogowski (dir.). *New Nationalism of the Developed West* (128-146). Boston : Allen and Urwin.
- Lupato, F.G. (2011). Les usages de l'Europe dans la compétition électorale et parlementaire : les cas de l'Italie et de l'Espagne (1987-2006). Dans M. Petithomme (dir.) : *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : Adaptations et résistances en perspective comparée*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Mair, P. (2000). The limited impact of Europe on national party systems. *West European Politics*, 23 (4): 27-51.
- Mair, P. (2007). Political Parties and Party Systems. Dans P. Graziano, et M.P. Vink (dir.). *Europeanization: New Research Agendas* (154-166). New York : Palgrave Macmillan.

- McLaren, L.M. (2004). Opposition to European integration and fear of loss of national identity : Debunking a basic assumption regarding hostility to the integration project. *European Journal of Political Research*, 43 (6), 895-911.
- Meadwell, H. (2002). La théorie du choix rationnel et ses critiques. Bilan des débats contemporains, *Sociologie et sociétés*, 34 (1), 117-124.
- Merz, N., Regel, S. et Lewandowski, J. (2016). The Manifesto Corpus : A new resource for research on political parties and quantitative text analysis. *Research & Politics*, 3 (2), 1-8.
- Monot, M. (2010). *Socialistes et démocrates-chrétiens et la politisation de l'Europe*. Paris : L'Harmattan.
- Montero, J.R. et Gunther, R. (2003). The Literature on Political Parties : a Critical Reassessment. Barcelone : Institut de Ciències Polítiques i Socials.
- Moravcsik, A. (1993). Preferences and Power in the European Community : A Liberal Intergovernmentalist Approach, *Journal of Common Market Studies*, 34 (4), 473-524.
- Nieuw-Vlaams Alliantie (2010). *Nu Durven Veranderen : Een sterk social en economisch perspectief voor Vlaanderen en Wallonië*. Bruxelles : Nieuw-Vlaams Alliantie. En ligne : https://www.n-va_2010_0.pdf. Document consulté le 1^{er} avril 2016.
- Nieuw-Vlaams Alliantie (2013). *Conférence de presse : Le Changement pour le progrès — 2^e partie*, s.l. : Nieuw-Vlaams Alliantie, 15 pages. En ligne. http://francais.n-va.be/sites/international.n-va.be/files/generated/files/news-attachment/conference_de_presse_3010_-_le_confederalisme_0.pdf. Document consulté le 24 septembre 2015.
- Nieuw-Vlaams Alliantie (2014). *Verandering voor Voortuigang : Verkiezingsprogramma – Vlaamse, federale en Europese verkiezingen, 25 mei* Bruxelles : Nieuw-Vlaams Alliantie. En ligne : http://www.n-va.be/sites/default/files/generated/files/brochure-attachment/verkiezingsprogramma_n-va_2014.pdf Document consulté le 1^{er} avril 2016.
- Olson, M. (1978). *Logique de l'action collective*. Paris : Presses universitaires de France.
- Parlement européen (2016). *Le principe de la subsidiarité*. Récupéré le 30 juin 2016 sur le site : http://www.europarl.europa.eu/ftu/pdf/fr/FTU_1.2.2.pdf

- Pauwels, T. (2011). Explaining the strange decline of the populist radical right Vlaams Belang in Belgium: The impact of permanent opposition. *Acta Politica*, 46 (1), 60-82.
- Petithomme, M. (2011). *L'eupéanisation de la compétition politique nationale : adaptations et résistances en perspective comparée*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Pilet, J-B. (2011). Le Centre démocrate humaniste (CDH). Dans Delwit, P. : *Les partis politiques en Belgique* (63-82). Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Pilet, J-B et Van Haute, É. (2007). Les réticences à l'Europe dans un pays europhile : le cas de la Belgique. Dans J. Lacroix, et R. Coman. *Les réticences à l'Europe : cultures nationales, idéologies et stratégies d'acteurs*. (211-228). Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Poirier, J. (2015, 10 décembre). *L'ombre du (con)fédéralisme en Belgique*. Communication présentée lors d'une activité de la Chaire de recherche interdisciplinaire sur la diversité et la démocratie, Montréal, Québec.
- Parrein, P-J (2010). Some Ideas for European Defence Cooperation from the Case Study of the Belgian-Dutch Navy Cooperation, *Focus Paper* (Royal High Institute for Defence (Belgique) et Centre for Strategic and Defence Studies (Pays-Bas)), (25), 1-47.
- Pollack, M.A. (2007). Rational Choice and EU politics. Dans K.E.Jorgensen, M. Pollack et B.Rosamond. *The SAGE Handbook of European Union Politics* (31-55). Londres : SAGE Publications Ltd.
- Polk, J., Rovny, J., Bakker, R., Edwards, E., Hooghe, L., Jolly, S, Zilovic, M. (2017). Explaining the salience of anti-elitism and reducing political corruption for political parties in Europe with the 2014 Chapel Hill Expert Survey data. *Research & Politics*. 4 (1), 1-19.
- Préaux, C. (2011). *La fin de la Flandre belge ?* Waterloo : Avant-propos.
- Rabinowitz, G. et Macdonald, S.E. (1989). « A Directional Theory of Issue Voting ». *American Political Science Review*, 83: 93-121.
- Radaelli, C.M. (2003). The Europeanization of Public Policy. Dans K. Featherstone et C.M. Radaelli (dir.). *The Politics of Europeanization*. (27-56).

- Radaelli, C.M. (2006). Europeanization : Solution or Problem? Dans M. Cini et A.K. Bourne (dir.). *European Union Studies* (56-76). New York : Palgrave Macmillan.
- Reif, K. et Schmitt, H. (1980). Nine Second-Order National Elections : a Conceptual Framework for the Analysis of European Elections Results. *European Journal for Political Research*, 8, 3-44.
- Reuchamps, M. (2013). Structures institutionnelles du fédéralisme belge. Dans R. Dandoy, G. Matagne et C. Van Wynsberghe (dir.). *Le fédéralisme belge : Enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques*. (29-62). Louvain-la-Neuve : Academia L'Harmattan s.a.
- Reungoat, E. (2014). Mobiliser l'Europe dans la compétition nationale : La fabrique de l'europanisation du Front national. *Politique européenne*, 1 (43) : 120-162.
- Rihoux, B., Spreitzer, A. et Koole, R.(2015). The impact of European integration on within-party organizational dynamics: more or less consensus politics? Dans H. Vollaard, J. Beyers, et P. Dumont (dir.). *European Integration and Consensus Politics in the Low Countries*. (69-91). New York : Routledge.
- Rihoux, B., Spreitzer, A. et Koole, R. (2015). The impact of European integration on on within-party organization dynamics: more or less consensus politics? Dans Jan, B., Patrick, D. et Hans, V. (dir.): *The Impact of European Integration on Consensus Politics in the Low Countries*. New York : Routledge.
- Rochtus, D. (2012). The Rebirth of Flemish Nationalism: Assessing the Impact of N-VA Chairman Bart De Wever's Charisma, *Studies in Ethnicity and Nationalism*, 12 (2), 268-285.
- Saint-Ouen, F. (1990). *Les partis politiques et l'Europe : une approche comparative*. Paris : Presses universitaires de France.
- Schwok, R. (2005). *Théories de l'intégration européenne : approches, concepts et débats*. Paris : Montchrestien.
- Scully, R. (2006). Rational Institutionalism and Liberal intergovernmentalism Dans M. Cini, et A.K. Bourne (dir.). *European Union studies*. (19-34). New York : Palgrave Macmillan.
- Seiler, D.L. (1998). *La vie politique des Européens : Introduction aux pratiques démocratiques dans les pays de l'Union européenne*. Paris : Économica.

- Seiler, D.L. (2001). Le parti démocratique des peuples d'Europe (PDPE-ALE). Dans P. Delwit, E. Kūlahci et C. Van de Walle (dir.). *Les fédérations européennes de partis. Organisation et influence* (155-170). Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Seiler, D.L. (2011). *Clivages et familles politiques en Europe*. Bruxelles, Région de Bruxelles-Capitale : Éditions de l'Université de Bruxelles.
- Swenden, W. (2010). The Belgian Regions and the European Union: Unintended Partners in Unravelling the Belgian State? Dans R.W. Jones et R. Scully (dir.). *Regionalism and Constitutionnalism in an Enlarged European Union* (16-34). New York : Palgrave Macmillan.
- Swyngedouw, M. et Abts, K. (2011). Les électeurs de la N-VA aux élections fédérales du 13 juin 2010. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 40 (2125), 5-31.
- Taggart, P. (1998). A Touchstone of Dissent: Euroscepticism in Contemporary Western European Party Systems. *European Journal of Political Research*. 33(3), 363-388.
- Traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne et le traité instituant la Communauté européenne* (2007, 17 décembre). C—306,1, art.3ter.3.
- Troszczynski, M. (2016). *Groupe Europe des Nations et des Libertés*. Récupéré le 30 juin 2016 sur le site internet : <http://www.mylenetroszczynski.eu/europe/groupe-europe-des-nations-et-des-libertes/>
- Van Apeldoorn, B. (2002). *Transnational Capitalism and the Struggle over European Integration*. Londres/New York : Routledge.
- Vandaele, K. et Hooghe, M. (2013). L'appel de la voie communautaire : syndicats, organisations patronales et nouveaux mouvements sociaux dans une Belgique redimensionnée. Dans R. Dandoy, G. Matagne, et C. Van Wynsberghe (dir.). *Le fédéralisme belge : Enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques* (139-178). Louvain-la-Neuve : Academia — L'Harmattan s.a.
- Van Haute, E. et Deschouwer, K. (2018). Federal reform and the quality of representation in Belgium, *West European Politics*, 41 : 3, 683-702.
- Volkens, A. (2002). *Manifesto Coding Instructions* (seconde édition révisée), Berlin : Wissenschaftszentrum Berlin für sozialforschung. En ligne : <http://www.skylla.wz-berlin.de/pdf/2002/iii02-201.pdf>

Walgrave, S., Tobias Van A., Anne, H., Jeroen, J., et Brandon, Z. (2014). Strong Devolution But No Increasing Issue Divergence: Evolving Issue Priorities of the Belgian Political Parties, 1987-2010. Dans Christophen G-P et Stefaan W. (dir.). *Agenda Setting, Policies and Political Systems: A Comparative Approach* (145-163). Chicago : University of Chicago Press.